

CONGO, LIBERTÉS

MAGAZINE DE LIAISON
DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ
DE KINSHASA #9 - JANVIER-JUIN 2017



LA
CULTURE
NOUVELLES
FRONTIÈRES

MAISON
DE LA LAÏCITÉ
DE KINSHASA

MAISON DE LA LAÏCITÉ DE KINSHASA

Éditeur responsable

Maison de la Laïcité
de Kinshasa

Directeur de la publication

Nicaise Chikuru Munyio gwara

Directeur de la rédaction

A.T. Lukusa Menda

Secrétaire de rédaction

Thomas Lelo

Comité de rédaction

André T. Lukusa Menda
François Kalambayi
Florent Babaapu
Thomas Lelo
Lye Mudaba Yoka

Conception

Calmeç-Editions

Réalisation

Calmeç-Editions

Mise en page

Bruxelles Laïque

Contact

Congo Libertés
Chez Maison de la Laïcité
de Kinshasa
482, av. Zinnias (10^e Rue)
Limete
R.D.C.
Tél.: +243 97 21 02 42 8
+243 81 50 80 50 3
maisondelaicite@yahoo.fr

Contact en Belgique

Laïcité et Humanisme
en Afrique Centrale (LHAC)
Fredy Jacquet, administrateur
Siège social :
Campus de la Plaine, ULB
CP 236, Accès 2
Avenue Arnaud Fraiteur
1050 Bruxelles
fredyjacquet@yahoo.fr

p.3 ÉDITORIAL ■

La culture Nouvelles frontières
par Lye Mudaba Yoka

p.4 CULTURE ■

La culture priorité des priorités
par A. T. Lukusa Menda

p.12 CULTURE ■

Le chasseur et le lion
Quelle coopération culturelle pour quelles perspectives
en République démocratique du Congo
par Lye M. Yoka

p.18 CULTURE ■

Le Congo à l'heure de la culture numérique
par Tumba Bob Matamba

p.23 ÉDUCATION ■

En marge du Congrès du SYECO
Vive l'École et l'éducation
par Thomas Lelo-di-Kinkela

p.25 ACTUALITÉS - LES BRÈVES DE LA MLK ■

Par Thomas Lelo-di-kinkela

p.29 ÉDUCATION ■

École instrument de paix
Une école congolaise au service de la paix, est-ce une utopie ?
par Eméry Loïmi

p.31 PARTENAIRES CONGOLAIS DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE KINSHASA ■

EDITORIAL

Lye Mudaba Yoka¹

LA CULTURE NOUVELLES FRONTIÈRES²

A priori, les trois concepts suivants : culture, politique et éthique devraient faire bon ménage. Mais, (...) dès qu'on confronte les paradigmes, les contradictions apparaissent aussitôt...et pourtant, comme l'a ressassé Senghor "la Culture est l'Alpha et l'Oméga du développement", et la politique, dit-on, est l'art du possible. Et l'éthique, semble-t-il est le socle de la conscience en tant que boussole vers le Bien suprême ; et science sans conscience ne serait que ruine de l'âme.

La culture ne serait donc pas un luxe. Elle s'inscrit dans l'ordre des réponses à donner aux questions essentielles de nos modes de vie, des représentations magico-religieuses, des systèmes de pensées et d'organisation du temps et de l'espace, des innovations techniques et du génie artistique. La culture a donc cessé, depuis le xx^e siècle de n'être que l'acquisition confortable des connaissances et la plus-value de nos savoirs accumulés, pour devenir une quête et une conquête volontaristes, humanistes et humanitaires. La culture, disait Frantz Fanon, est l'épopée quotidienne du peuple et la capacité de ce peuple à chanter, à sublimer les élans de sa liberté, à opérationnaliser le combat pour la dignité pour les générations présentes et futures.

Face aux enjeux actuels de la mondialisation et d'un libéralisme outrancier, ainsi qu'à la capacité vertigineuse des moyens de la communication et d'information, face aux angoisses métaphysiques qui en découlent, un peu comme une réplique et une réponse positives et alternatives, la culture tente de s'emparer, comme si elle devenait un concept nouveau d'autres urgences, d'autres espaces naguère réservés aux droits de l'homme, à l'écologie et à la qualité de la vie, à la revalorisation du patrimoine, à la défense de la diversité biologique et culturelle, à la coexistence pacifique, au sens des valeurs spirituelles.

Ainsi, l'homme cultivé aujourd'hui n'est pas seulement "l'honnête homme" qui a toute lumière sur toute science, qui accumule les palmes de toutes connaissances, mais c'est le sage qui met son savoir au service de la communauté et du bien commun (*res publica*). C'est d'ailleurs la seule définition que je connaisse de l'intellectuel. Non pas celui qui est seulement instruit, même au plus

haut degré, mais celui qui maîtrise et utilise à bon escient le savoir comme pouvoir et devoir, celui qui s'engage à la transformation qualitative et vertueuse de la société.

Il semble donc que les défis qui attendent le Congolais cultivé du xxi^{ème} siècle sont ceux du savoir, du savoir-faire, du faire-savoir et du faire faire – savoir.

Savoir, c'est-à-dire l'ensemble des connaissances sur notre monde aujourd'hui, éclairé par les traditions dynamiques d'hier et se risquant déjà sur les chances d'un futur maîtrisable. Je crois qu'il y a déjà de cela dans ce que Gaudin ou déjà Malu à la Conférence Nationale Souveraine appelait "la révolution de l'intelligence"³, c'est-à-dire l'effectivité et l'efficacité de la recherche scientifique et technologique, son induction sur l'éducation nationale en tant que lieu de perpétuation des traditions, des valeurs, et donc de la culture ; ainsi qu'une prospective clairvoyante,

perspicace et courageuse qui nous livre dès à présent grâce à des technologies de pointe, mais de transfert et d'application rationnels, les secrets et les pronostics de l'avenir.

LES DÉFIS QUI ATTENDENT LE CONGOLAIS CULTIVÉ DU XXI^{ÈME} SIÈCLE SONT CEUX DU SAVOIR, DU SAVOIR-FAIRE, DU FAIRE-SAVOIR ET DU FAIRE FAIRE – SAVOIR.

Savoir, mais *savoir-faire*, c'est-à-dire, le savoir au service de l'expérience et l'expérience au service du savoir compte tenu du matériel, du matériel, des techniques et des technologies disponibles et utilisables selon les besoins réels en termes d'espace et de temps ; en termes de quantification, de valeur ajoutée et de valeur tout court. *Savoir-faire* enfin (*teknè*) en grec, c'est-à-dire, habileté, inventivité, performances techniques et artistiques.

Savoir, savoir-faire, mais aussi *faire-savoir*, c'est-à-dire, adaptation aux exigences de l'ère communicationnelle, c'est-à-dire propédeutique et méthodologie de la transmission des sciences et des savoirs, qu'ils soient endogènes ou universels, mais efficacité et rapidité avec le sens de la justice distributive, de mise en réseau solidaire.

Savoir, savoir-faire, faire-savoir, mais *faire faire-savoir*, c'est-à-dire, formation des formateurs, organisation minutieuse des mécanismes, des filières et du cadre logique consacrés et réservés à la relève, à la reproduction qualitative des ressources humaines, à l'émergence programmée des élites. ■

¹ Ecrivain, Commissaire général du Projet "Yambi", Lye M. Yoka est professeur émérite à l'Institut national des arts et président de l'obscur (Observatoire des cultures urbaines en rdc), asbl, membre co-fondatrice de la mlk.

² Le texte ci-après a été repris de Lye M. Yoka, *Combats pour la culture*, Brazzaville, Les éditions Hémar, 2012, pp. 191 à 194 de l'essai sous-titré Culture, politique et éthique, avec l'aimable autorisation de l'auteur. Le titre : "Culture, nouvelles frontières" est de la Rédaction.

³ Lire dans Isidore Ndaywel, *Quelle politique scientifique pour la III^e République* (Déclarations générales et Actes de la Conférence Nationale Souveraine), Kinshasa, Publications de la Bibliothèque nationale du Congo, 1993.

MAINS D'ARTISTES
GLOIRE ET HONNEUR A CES MAINS
D'ARTISTES
QUI ONT IMMORTALISE LES VALEURS
PROFONDES DE NOTRE PEUPLE
QUE LEUR MEMOIRE SOIT CELEBREE
D'ANNEE EN ANNEE ET LEURS OEUVRES
TRANSMISES DE GENERATION
EN GENERATION
JUSQU'AU SOIR DE L'EXISTENCE
DE L'HUMANITE.

FUNDU N'KOTA
GOUVERNEUR DE LA VILLE

*Plaque de la Place des
artistes à Matonge.*

LA CULTURE PRIORITÉ DES PRIORITÉS

Par A. T. Lukusa Menda

Ce titre n'est pas une provocation de l'auteur de *L'agriculture priorités des priorités*¹. Il s'explique simplement par le fait que dans un pays où tout est à faire, bien des choses peuvent s'avérer prioritaires. Et nous sommes fondés de dire que la culture fait partie de ces nombreuses priorités. En effet, la culture est le lit, et comme on fait son lit, on se couche. La culture est l'identité-même d'un peuple. Et un peuple construit sa croissance économique et son développement humain conséquemment à son identité.

Un auteur a pu définir la culture comme l'ensemble des solutions qu'une communauté humaine a trouvé face aux contraintes lui opposées par la nature et l'histoire. Ce sont ces solutions qui constituent la dimension essentielle de l'homme. Au titre de ces solutions sont par exemple, les rapports que l'homme établit entre lui et la nature. Dans les sociétés préscolaires, ces rapports sont de coexistence. Dans les sociétés industrielles et post-industrielles, ils sont de prédation jusqu'à ce que les effets de destruction massive de la nature ramènent l'homme à des préoccupations écologiques qui ont encore du mal à se mettre en place.

Du temps de notre jeunesse, on nous enseignait que la base matérielle conditionne les superstructures idéologiques. La terre que l'on habite conditionne l'aménagement du terroir, l'alimentation, la manière de s'occuper de sa santé, l'organisation sociale, l'éducation, l'activité de production, l'organisation des loisirs, la mort elle-même.

TERRE ET CULTURE

Cuvette centrale, hauts plateaux, Graben de l'Est, toutes catégories de forêts au centre desquelles la forêt équatoriale, de nombreux cours d'eau au milieu desquels trône le grand fleuve du même nom, le Congo est une terre de grande diversité, les régions hautes où la vie est plus sévère contrastent avec les zones de forêt aux innombrables fruits comestibles et aux rivières poissonneuses et les plaines dont certaines sont giboyeuses et d'autres presque désertiques. Partout, l'agriculture est connue et pratiquée, sauf dans les marécages de la forêt équatoriale ou sur les eaux des mangroves. Dans ces derniers espaces, la pêche est connue, mais pas tellement l'élevage, parfois même pas celui des poissons.

La terre et les possibilités qu'elle offre constituent ainsi des contraintes pour les hommes qui y habitent. Peut-être aussi l'histoire car si on rencontre l'élevage bovin sur les hauts plateaux de Kundelungu, sur les cimes des volcans éteints du Graben de l'est et sur les plaines de la Cuvette centrale, la vache n'a pas partout la même valeur

aux yeux de ses éleveurs d'origine hamite qu'aux yeux des autres éleveurs congolais. A l'est, elle est au centre de l'activité de production, du processus de constitution des richesses et à celui de l'organisation de la vie sociale. Elle confère aussi une valeur plus accrue à la terre qui la nourrit.

Les riverains du fleuve, des rivières et des lacs maîtrisent mieux la vie dans, sur et au voisinage de l'eau que les autres Congolais.

Les habitants des plaines, en revanche, maîtrisent le rythme des saisons qui influence leurs activités agricoles.

Il existe bien d'autres raisons pour considérer que dans la question de la croissance économique et du développement humain la culture est une des priorités des priorités. Le grand problème pour le Congo est de savoir ce que recouvre le concept de culture congolaise?

Quand on parle du Congo, les chiffres qu'on entend sont les suivants :

- 2.345.500 km carrés de superficie ;
- plus de 400 tribus,
- plus de 200 langues ;
- plus de 70 millions d'habitants ;
- etc.

LA QUESTION QUE NOUS DEVONS NOUS POSER TOUS EST CELLE DE SAVOIR QUEL EST NOTRE RAPPORT AU PAYS, À LA TERRE ?

Ces chiffres sont souvent récités comme pour laisser entendre que le Congo est un monstre difficile à maîtriser. La conséquence

psychologique d'une telle attitude est qu'il faut laisser aller les choses, une solution finira bien par s'imposer. Et selon une parole du musicien congolais Jean de Dieu Madilu dit Madilu System² récemment reprise par un écrivain congolais³ " Le ciel ne tombera jamais"

La question que nous devons nous poser tous est celle de savoir quel est notre rapport au pays, à la terre ? Aimons-nous le pays physique qui est le nôtre ? Sentiment qui s'appelle patriotisme ? Certes, l'amour du sol natal est indéniable chez le Congolais. Chez les Bashi du Sud-Kivu, le roi de tout le pays s'appelle *Nabushi*, c'est-à-dire le propriétaire de la terre des Bashi et, évidemment de tout ce qui est dessus et dessous. Dans l'ancien royaume du Congo, le roi s'appelait Mani Kongo L'attachement au sol natal est tel pour les Ne Kongo du Congo central que tout Ne Kongo n'a pas de meilleur rêve que d'être enterré sur sa terre natale, où qu'il meure dans le monde. Dans l'hymne impérial des Baluba du Katanga ressuscité un moment par le Président Mobutu, on appelait le *Mulopwe* (l'empereur des Baluba) *Mukulu wa Ntanda* (le Chef du pays). Sans doute est-ce en souvenir de cet attribut historique qu'Albert Kalonji s'est fait appeler à la fois *Mulopwe* (empereur) et *Ditunga* (le pays). En poursuivant cette investigation, on ne manquera pas de trouver que chez toutes

¹ Allusion à Bob Tumba Matamba, *L'agriculture, priorité des priorités*, Paris, L'Harmattan, 2015.

² Madilu a été en effet à employer cette phrase dans la chanson *Bia* (1990).

³ Nous faisons allusion au récent livre Benoît Moundélé Ngollo, *Charognard et vautours de la République populaire de Lukuta. Des néologismes qui peuvent enrichir la langue française*, Paris, les Impliqués Editeur, 2017. Quant à Simaro Lutumba, il emploie cette expression à l'attaque-parole de sa chanson *Ofela*, 1999.



les ethnies et grandes tribus du Congo existe un attachement au sol natal. Donc il faut poser notre question autrement. Un Kinois a-t-il mal à son Congo quand des bottes ennemies martèlent le sol du nord ou du sud-Kivu. Quel Congolais, en voyant de scènes de viol de femmes et des filles, parfois mineures, crie avec rage et détermination en âme et conscience : « Plus jamais ça ! » et comment se traduisent cette rage et cette détermination ? On a vu un Docteur Mukwege connaître de pires ennuis pour avoir mérité un Prix international qui aurait dû plutôt faire la fierté du pays. On a vu les flots du fleuve Congo noyer sans autre forme de procès des crimes d'Etat comme les violences sans nom qui ont accompagné l'expulsion des Congolais de Kinshasa de l'autre Congo. Les écrivains congolais ont écrit des choses révoltantes sur les crimes de guerre commis par les différentes armées qui meurtrissent le pays depuis 1996.

L'attachement au sol dont nous sommes issus fait partie de la culture et cet attachement devrait être entretenu, développé, en un mot cultivé. Dans ce sens, on ne peut manquer de rappeler la devise de Laurent-Désiré Kabila, paix à son âme : « Ne jamais trahir le Congo. » Ne jamais le trahir, mais aussi ne jamais désespérer de lui non plus. Car comme dit la chanson : « Congo azali mpe na ban'a mayele. » (Le Congo a aussi des fils et des filles intelligents.)

CULTURE ET IDÉOLOGIE

L'attitude réceptive et conciliante de l'homme n'a pas suffi à asseoir la cohabitation tantôt évoquée. Par quelques côtés la nature a eu des comportements que l'homme a eu du mal à comprendre. Il leur a trouvé des solutions mystiques. D'où l'origine des croyances et des religions. L'homme a cherché à se concilier l'invisible et le sacré.

Le Congo nouveau doit beaucoup veiller à la question idéologique. En effet, toutes les idéologies ne sont pas compatibles avec la modernité (comme on l'appelle aujourd'hui). Tel est le cas du tribalisme, cette sorte de solidarité clanique étendue à la tribu toute entière. Le Congo ne deviendra jamais une nation si chacun n'a comme référence de groupe auquel il se sent attaché que la tribu. Le régionalisme n'est pas meilleur que le tribalisme. Il est à la base de la question des originaires qui continue à infecter les classes politiques de niveau local.

L'actuelle politique de décentralisation, mal comprise, risque d'exacerber ces tendances égoïstes. La décentralisation qui a fait l'objet des premières ordonnances dans les années 80 visait à rapprocher l'Etat plus près de ses administrés non pas à confier la gestion des territoires à leurs originaires. Mais la gangrène a envahi le système éducatif national, et on a vu chaque province,

chaque communauté préoccupées de se doter de leur Institut supérieur de ceci ou de cela, de leur université régionale ou communautaire comme on les appelle, mais avec cette tare que dans ces établissements, la tendance est à ne laisser les postes de direction qu'entre les mains des originaires, à ne recruter que des étudiants originaires, etc. Ces attitudes constituent une méconnaissance notoire de l'histoire encore récente de notre pays. Sous le régime du Président Mobutu, un dictateur pourtant, les meilleurs gouverneurs de province n'étaient pas des originaires. On a pu citer Mukamba Kadiata Nzemba pour l'Equateur, Konde Vila Kikanda, pour le nord-Kivu, Shambuvi Kanyiki pour le Bas-Zaïre, Mandungu Mbula Nyati pour le Shaba, Ndebo pour le Kasaï oriental, etc. Toutes ces personnalités n'étaient pas originaires des régions qu'ils administraient. Revenir à l'idéologie des originaires c'est marquer un recul historiquement parlant. On devrait alors laisser les seuls Teke-Humbu diriger la ville-province de Kinshasa. Or, comme dit un adage, Celui qui n'assimile pas les leçons de l'histoire est condamné à la revivre.

Ce qui doit prendre fin désormais, c'est le patriotisme du terroir ; ce qui doit marquer la culture nouvelle du Congolais, c'est le patriotisme à l'égard du Congo.

(...) IL FAUDRAIT QUE CETTE SOLIDARITÉ S'ÉTENDE À TOUS LES CONGOLAIS ET, DANS CE SENS, ELLE NE PEUT ÊTRE ORGANISÉE CONCRÈTEMENT QUE PAR L'ETAT.

Cet amour du sol doit être accompagné de celui des personnes qui l'habitent. Dans toutes nos aires culturelles, la solidarité familiale, clanique, tribale, est une valeur sacrée.

Déroger au devoir de la solidarité est considéré comme une faute très grave. Avec plus ou moins de contrainte, cette solidarité s'étend à toute la toile du sang, servant souvent d'épargne et de sécurité sociale. Au-delà de la "germanie", la solidarité devient charité, donc facultative.

Dans une culture nouvelle, il faudrait que cette solidarité s'étende à tous les Congolais et, dans ce sens, elle ne peut être organisée concrètement que par l'Etat. En effet, on a pu observer que la solidarité non organisée tourne au parasitisme en milieu urbain. Et, en situation de non emploi qui caractérise la majorité des Congolais (95 % de la population potentiellement active), elle devient carrément une forme d'exploitation de l'homme par l'homme. Quand un citoyen des pays occidentaux est pris en otage quelque part dans le monde, c'est toute sa nation qui se mobilise pour sa libération. Cette mobilisation est souvent organisée par son gouvernement. Mais quand on tue un Congolais en Inde, au Congo-Brazzaville, ou même plus près de nous, à Beni, à Butembo, dans le Masisi ou le Rutshuru, ce sont les seuls média (nationaux et internationaux qui s'en émeuvent). Les autres Congolais vivent cela comme une affaire très lointaine. En effet, on n'a jamais vu les Kinois

⁴ Expression lingala qui veut dire : « Si quelqu'un a envie de déambuler nuitamment jusqu'à l'aube, laissez-le déambuler. »

⁵ "Molière" est le nom d'une chaîne de télévision de Kinshasa qui fait un excellent travail de sensibilisation et d'interpellation des autorités face au développement de la violence urbaine dans la capitale.

⁶ Expressions venues de la guerre du Liberia où les hommes de Charles Taylor demandaient à leurs victimes si elles voulaient voir leurs bras couper en *manche courte* (c'est-à-dire, à la hauteur du coude), ou en *manche longue* (c'est-à-dire, à la hauteur du poignet).

⁷ Tramotiner : verbe forgé par les Kinois, venant de *tramotina*, terme sud-américain désignant un type de machette très tranchante. Tramotiner, c'est donc couper en très petits morceaux.

organiser des marches pour que s'arrêtent les massacres de l'est du pays.

CULTURE ET ORGANISATION HUMAINE

Au fur et à mesure que la race humaine accroissait en nombre il devint nécessaire d'organiser le vivre en commun. Vont ainsi naître les villages, les agglomérations jusqu'aux villes et aux pays actuels. Les pays sont encore une réalité bien que l'on parle de village planétaire en ne se plaçant qu'à un seul point de vue, celui de la communication.

Mais dans ce prétendu village, tout le monde ne connaît pas tout le monde comme dans un vrai village. On ne peut pas se faire inviter à manger comme dans un vrai village africain. La plante médicinale a été remplacée par le comprimé, le bosquet sacré et la forêt par l'école, le champ, la chasse et ou la forge par l'usine ou le bureau, ou le supermarché, etc. Dans ce prétendu village, tout le monde n'est pas également égal malgré les déclarations des Droits humains de 1789 et de 1948. Pour dire tout en quelques mots, chaque pays doit construire sa croissance économique et son développement humain. Et chaque pays construit ces deux paramètres selon sa culture. Leur importance n'a pas habité la conscience de chaque peuple de la même façon.

On a pu remarquer que l'hémisphère nord, appelé à affronter des défis existentiels bien plus pressants que la sud, a décollé plus rapidement sur la voie de la croissance et du développement. Et aujourd'hui, l'hémisphère sud s'époumone avec plus ou moins

de bonheur à rattraper l'hémisphère nord, en faisant fi, bien souvent de ses propres contraintes culturelles.

CULTURE ET ALIMENTATION

La culture conditionne notre manière de nous alimenter. En effet, il y a un sens premier de la culture qui renvoie à l'agriculture (*cultura* en latin). A ce niveau on voit clairement que la culture est liée à la terre. Notre alimentation aussi est liée à la terre que nous occupons et la culture au sens premier et au sens second de ce qu'on a construit progressivement à partir de ce que la nature et l'histoire nous ont permis de faire. Les Congolais des hauts plateaux consomment le lait de vache ou de chèvre, les légumes et les céréales que permet de cultiver le climat tempéré de ces régions. Les Congolais de la savane consomment les céréales, le poisson et quelques menus gibier à leur portée. Les riverains du fleuve, des lacs et des rivières eux connaissent les noms de tous les poissons d'eau douce du pays. Il y a des clichés bien connus à Kinshasa. Les Bakongo disent que les Baluba mangent le *pondu* de *mayi mayi*. Les Baluba, à leur tour disent qu'à chaque repas, les Bakongo jettent les assiettes après avoir mangé. Les enfants, très ingénieux dans l'art de créer des culturèmes pamphlétaires chantent :

“Baluba na matamba
Tala likelele tele fufu”

Et quand les Baluba eux-mêmes parlent des *misili* que mangent les gens de Bandundu, c'est avec



un tantinet de mépris. Mais eux aussi mangent ces mêmes *misili*. Les uns et les autres parlent des gens de l'Equateur qui mangent les *malemba* comme si c'était d'une abomination.

CULTURE ET SANTÉ

La manière dont on prend soin de sa santé est un problème de culture. Le concept de microbe comme ennemi de la santé humaine n'est pas encore bien intégré chez les Congolais. Nos pratiques en matière de santé publique et de prévention sanitaire en témoignent. Les Belges ont mis 80 ans pour éduquer la population congolaise à ne pas se soulager dans la brousse. Dans les camps des ouvriers des sociétés minières, la règle était que la toilette devait être construite à au moins 10 mètres de l'habitation principale. Et on disait "*Kuya ku metele*"⁸ (Aller au mètre), "*Udi ku metele*" (Ile est au mètre) pour dire qu'on allait à la toilette ou que quelqu'un était à la toilette. Caniveaux, marigots et toutes eaux stagnantes étaient surveillés pour lutter contre les moustiques. Dans les villes d'alors, les avions pratiquaient l'épandage du DDT dans l'atmosphère pour lutter contre le fléau du paludisme. Les agents de l'hygiène publique écumaient les rues et avenue pour veiller à ce que les consignes de prévention sanitaire soient respectées. La population était régulièrement vaccinée ou soumise au dépistage de la tuberculose ou autres maladies endémiques. Cette liste est longue, mais voilà des pratiques qui relevaient de la construction d'une culture de santé publique.

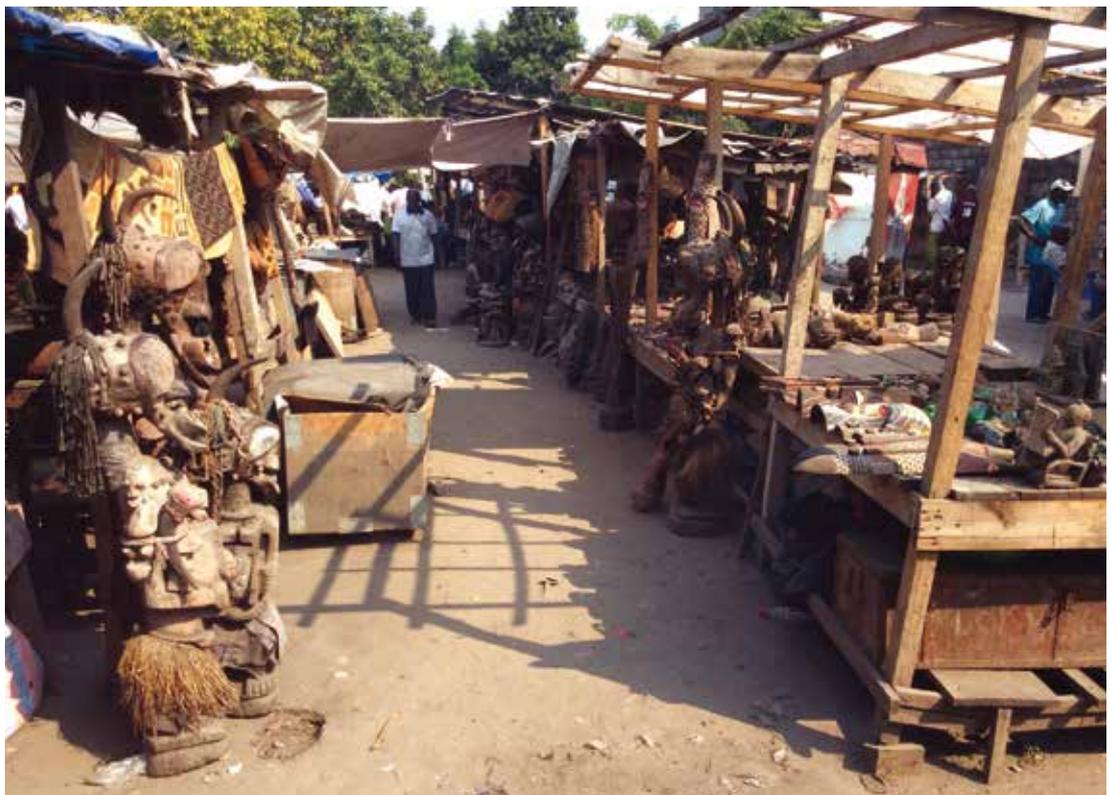
Cinquante-sept ans après, qu'est-ce que nous observons ? Toutes ces bonnes habitudes sont tombées en désuétude. Les latrines publiques ont cessé d'exister pendant de longues années et ce qui en tenait lieu était dans un état indicible. Kinshasa et les autres villes de province renouent à peine avec de bonnes habitudes de toilettes publiques propres et régulièrement entretenues. L'hygiène publique, elle, n'est pas encore sortie du sommeil de la longue nuit de l'indépendance. Le paludisme a repris son empire sous les tropiques congolais.

CULTURE ET ÉDUCATION

Ce déficit d'une solidarité organisée et mobilisatrice nous est préjudiciable même sur le plan économique. Le pays a des coins où l'activité agricole continue malgré la déconfiture économique qui le caractérise depuis des décennies. Il a aussi des coins où l'épargne et le sens des affaires sont érigées en tradition – le Bunande, le Bushi, le Congo central – pour ne pas les citer tous. Depuis nos 57 ans d'indépendance, l'économie de la débrouille, l'économie informelle a montré ses limites. Il est grand temps qu'au niveau national soit organisée la mise en connexion des potentialités, des capitaux et des intelligences. Que soit organisée, en fait, une solidarité nationale. Agir autrement, c'est perpétuer, comme sous la colonie, la politique de diviser pour régner.

CULTURE ET TRAVAIL

Notre culture déteint sur notre façon de concevoir et d'organiser l'ensemble des activités humaines



⁸ En langue ciluba

appelées du nom générique du travail. Devant cette question, deux conceptions : la conception traditionnelle et la conception moderne. La société traditionnelle connaissait la valeur travail. Travail de champ, de pâturage, de tissage, de pêche, de chasse, de céramique, de forge, etc. Ce travail allait de pair avec une certaine dépense d'énergie physique, à telle enseigne que l'on ne considérait pas vraiment musiciens et autres artistes comme des travailleurs. La dernière pièce de théâtre de Pierre Mumbere rappelle encore cette conception du travail⁹. Et pourtant Dieu sait si les batteurs de tam-tam et autres xylophonistes dépensent de l'énergie en exécutant leur art. Mais habituellement ces prestations ne donnaient pas lieu à d'importantes rémunérations. Voilà pourquoi on ne les considérait pas comme du travail. De nombreux proverbes de toutes les langues congolaises attestent le fait que le travail était pris en grande considération dans la société traditionnelle. Sur certaines aires, il était hors de question de laisser un jeune homme se marier tant qu'il n'avait pas prouvé qu'il fût devenu un homme en travaillant sur son propre champ et en construisant sa propre case. Parfois, le travail entrepris (la construction d'une case, le défrichage d'un champ, la moisson, etc.) dépassait la force physique d'un individu, alors il faisait appel à la communauté qui ne lui marchandait jamais son aide. Et quand la communauté s'étendait au-delà du village, c'était le chef local qui prenait l'initiative de rassembler les bras. Ces travaux collectifs finissaient en fêtes de village avec gros buffet et force libation. La colonie autant que le jeune Congo indépendant ont largement profité de cette coutume congolaise du travail collectif. Sous la deuxième République, le Président Mobutu a cherché à reprendre cet esprit sous l'appellation de *Salongo*. Malheureusement l'esprit du *Salongo* ne s'est pas installé chez le Congolais comme une habitude culturelle. Ce qui est fort dommage car ce ratage de l'histoire a favorisé l'émergence d'un esprit nouveau et pernicieux. On ne voit pas où est classé le travail dans le Congo indépendant représenté par le pouvoir dirigeant, l'Etat.

En effet, organiser le travail pour les citoyens ne semble pas être une préoccupation des dirigeants politiques congolais. D'après les statistiques les plus sérieuses, seuls 5% des Congolais ont un emploi rémunéré. Et pourtant nos dirigeants écoutent les médias dits périphériques, voyagent même beaucoup. Ils voient la place que prend la question de l'emploi dans les pays étrangers. Eux qui sont prêts à imiter l'Occident même dans ses égarements, ne voient aucune nécessité de l'imiter dans cette matière précise de l'organisation du travail pour le citoyen. Même le travail de l'agriculture qui ne demande pas d'équipements sophistiqués dans l'état actuel du développement

du pays, n'est pas organisé au niveau de l'Etat. Il y a des travailleurs qui continuent à exercer leur métier par inertie acquise depuis le temps colonial. Mais quel enseignant dispose des moyens nécessaires à la réussite de sa mission ? Combien s'en préoccupent encore ? Combien de fonctionnaires vont encore au bureau pour travailler, si au bout de ce travail, ils ne peuvent pas escompter quelque corruption ou quelque rentrée de la caisse de l'Etat à subtiliser ?

L'explication de cet état d'esprit est culturelle. En cinquante-sept d'indépendance, les dirigeants congolais ont fini de bien asseoir la culture de la cueillette. Celle-ci incite à vivre sans efforts et à piller l'Etat chaque fois que l'on en a l'occasion. On n'oublie souvent de préciser que cette culture est héritée de la colonisation qui se comportait en Etat-Providence à bien des égards. Les Congolais y ont simplement ajouté la mauvaise gouvernance. Depuis cinquante-sept ans, l'Etat congolais dit toujours : il n'y a pas d'argent. Mais, pendant ce temps, on voit des individus afficher une opulence scandaleuse.

CULTURE ET LOISIRS

CONSTRUIRE UNE NOUVELLE CULTURE CONSISTERA AUSSI À REVISITER CELLE QUE NOUS AVONS HÉRITÉE DE L'OCCIDENT AVEC SES NOMBREUX MYTHES DONT L'ÉCOLE, LE PROGRÈS, LA TECHNIQUE, LA COMMUNICATION, ETC.

La bière, la musique et la danse, voilà les seuls loisirs à la portée de tous les Congolais. Ils s'y adonnent donc à cœur joie. Or ces trois choses sont à la base de la pollution sonore dans laquelle le Congolais vit au quotidien mais qu'il n'a plus le temps de

remarquer.

La fête va toujours de pair avec un certain bruit, avec un certain gaspillage, mais la fête permanente comme en raffolent les Congolais tourne à la pollution sonore. Le paradoxe entre ceux qui goinfrent et ceux subissent le délestage alimentaire est un véritable scandale dans une société championne toutes catégories de la résilience comme l'a écrit un journaliste de *Le monde*. Quand la fête est suivie de la fainéantise qu'entraînent assourdissement et gueule de bois, la fête devient un véritable anesthésiant, un autre opium du peuple comme au fameux temps du *panem et circenses*.¹⁰ La nouvelle culture devra donc passer par une législation réglementant la pollution sonore. Des travaux universitaires ont déjà été faits¹¹ sur la nuisance de cette pollution sur la population, nul n'en a cure.

D'autres pratiques du même genre sont, par exemple, le mariage congolais. Il se déroule en trois parties : coutumière, civile et religieuse. Ces trois étapes occasionnent de nombreuses dépenses qui font que les jeunes retardent de plus en plus le moment de se mettre la corde au cou. Certains se marient alors qu'ils ont déjà quarante ans révolus.

⁹ Nous faisons allusion à la pièce *Isengoma* de cet auteur (sous presse).

¹⁰ L'empire romain décadent pensait qu'il suffisait d'offrir au peuple le pain (*panem*) et les jeux (*circenses*) pour le rendre heureux.

¹¹ Nous pensons, entre autres, aux travaux de Ruffin Kusehuluka, professeur à l'ISP-Gombe, sur cette question.



Le mariage coutumier est suivi de réjouissances qui durent souvent jusqu'au petit matin. Les mariages civil et religieux se déroulent souvent le même jour, l'un le matin ou l'après-midi, l'autre le soir. Et le tout se termine par une dernière fête qui dure généralement jusqu'au petit matin également. Et comme les Congolais adorent s'entendre dire que leur fête a été une très grande réussite, ils n'hésitent pas à engager cinq à dix mille dollars américains dans le processus complet du mariage. En cas de problème, les conjoints se reportent de plus en plus devant l'Etat et, devant celui-ci, seul le mariage civil compte. Alors, pourquoi trois étapes dépenses inutiles ?

La culture du bruit a gagné toutes les villes du pays. Les bars y rivalisent avec les deuils et les veillées de prière dans les églises dites du réveil.

Le deuil n'est plus un moment de recueillement devant la tristesse qui accable la famille éprouvée, c'est, pour le quartier, le moment de marquer sa solidarité en faisant le maximum de tintamarre. Ceux qui vont "dormir au deuil" (comme on dit au pays) et y faire le sérieux en restant assis dans une chaise ne peuvent fermer l'œil. C'est ce qu'a noté l'artiste-musicien Simaro Lutumba qui dit dans une chanson :

« Pongi na kiti ya matanga Bandeko
Ndoto ndanbundambo
Epayi bakoyemba epayi bakolela moweyi »
(Le sommeil que l'on peut avoir
sur une chaise de deuil
N'aboutit qu'à des bouts de rêves car
D'un côté on chante, et de l'autre
On pleure le disparu)¹²

Comme si elles s'inscrivaient dans l'ère du temps, les Eglises du réveil, tard venues dans le Kin-Kiese congolais, le disputent aux deuils en matière de bruit. Avant même qu'elles se soient construites un lieu de culte, elles s'empressent d'acquérir les instruments les plus puissants. Les veillées de prière, les adorations, les louanges, les anniversaires du fondateur et les différentes fêtes qui ponctuent la vie de l'Eglise sont célébrées à coup de bastingue. Les voisins n'ont pas le droit de protester. On vous demande si vous n'aimez pas Dieu, si vous ne priez jamais... pour vous opposer à ce que l'on fait pour Dieu.

CULTURE ET MYTHES

Construire une nouvelle culture consistera aussi à revisiter celle que nous avons héritée de l'Occident avec ses nombreux mythes dont l'école, le progrès, la technique, la communication, etc. La remise en question préconisée par Mabika Kalanda depuis 1967 n'a jamais cessé d'être d'actualité. Celle qui a été observée jusqu'ici est plutôt déconstructive. Elle consiste à prendre la forme de ce que propage l'Occident en la vidant complètement de son contenu. Nous en sommes là avec l'école,

aujourd'hui une coquille vide devenue une machine à fabriquer des chômeurs. Nous en sommes là avec le progrès. Nous avons beau jouer avec les mots, rien n'y fait, nous régressons. Du temps du Président Mobutu, nous avons récusé l'appellation de pays sous-développé tout en admettant que nous étions quand même un pays sous-équipé. L'Occident nous l'a concédé en inventant de nouveaux euphémismes dont celui de pays en voie de développement et de pays émergent. Il s'est avéré que nous étions plutôt en voie de sous-développement et qu'au lieu d'émerger, nous ne faisons que nous enfoncer davantage dans les profondeurs abyssales de la misère.

Pour ce qui est de la technique, nous l'avons prise par l'étage d'en haut, celui de la technologie de la communication et de l'information. Avec une faiblesse prononcée pour la mystification distillée par les médias ? Celle-ci consiste à prendre tout ce qui est dit par les journaux, par les radios et les télévisions pour parole d'évangile. Les effets collatéraux de cette crédulité sont énormes sur une éducation de la jeunesse principalement fondée sur l'école. Les idéologies de la facilité véhiculées par les médias fascinent les jeunes. Ils ont du mal à adhérer au modèle de l'effort préconisé par l'école. La maîtrise de la langue d'enseignement en prend un coup. A quoi bon rechercher la maîtrise du français quand dans la vie on peut s'en sortir autrement ? On peut transmettre sa pensée quelle que soit la qualité de l'expression orale qui la porte. Quant à l'expression écrite, les sms sont là pour démontrer chaque jour l'inutilité de la recherche de la perfection dans ce domaine. L'important est que le message passe. Que reste-t-il à faire à un professeur de français avec des élèves ou des étudiants imbus de ce genre d'idéologies ? Aussi les compatriotes de cette profession ont-ils de plus en plus du mal à convaincre leurs apprenants.

CULTURE ET ÉCONOMIE

Il y a moins de dix ans les banquiers se plaignaient de ce que moins de 5 % de la population congolaise avaient un compte en banque. Aujourd'hui, avec la monnaie numérique, mêmes les mamans maraîchères semi-lettrées peuvent ouvrir un compte M-Pesa, Airtel Money ou Tigo Cash. Et des masses d'argent circulent à travers le pays par le système de transfert que permettent ces nouvelles facilités tandis que le L'Etat congolais continue à clamer, toute honte bue, que le Gouvernement n'a pas d'argent. Alors, ou bien le Gouvernement contrôle une bonne partie de ce flux, ou bien la population est, encore une fois, victime de la mauvaise gouvernance. Prendre l'ascenseur de la technique par le dernier étage, cela peut donner du vertige.

Remettre en question la culture importée, mais dépoussiérer en même temps de ses antivaleurs les éléments de notre future propre culture. Là ce n'est plus un travail de construction, mais de

¹² Simaro Lutumba, in *Verre cassé*.

déconstruction. La culture scolaire et urbaine fait que certaines évidences tombent déjà d'elles-mêmes. Il n'est plus tellement évident qu'un homme épouse toujours une femme de sa tribu et inversement. Il n'est plus tellement évident que la langue maternelle de l'enfant congolais est celle de son ethnie. Beaucoup de Congolais ont le lingala, le swahili, le kikongo ou le ciluba comme langue maternelle alors que leurs parents ne sont pas originaires de ces aires linguistiques.

Cependant la libre circulation des biens et des Congolais n'est pas encore chose acquise, il y a encore assez de demeurés pour soutenir l'idéologie des originaires. Un congolais qui occupe un poste important dans l'administration publique, qui fait de bonnes affaires loin de sa province, loin de son ethnie est encore ressenti comme un étranger qui vient occuper la place des autochtones. Une telle idéologie est parfois soutenue et pratiquée par des personnes exerçant de hautes fonctions dans les appareils de l'Etat. Comme quoi, le Congo n'est pas encore une nation.

CULTURE ET MORT

Le moins que l'on puisse dire est que le Congolais meurt très mal. Ou il meurt dans le dénuement le plus complet, ou bien il quitte ce bas monde dans un exhibitionnisme inutile d'opulence. En son temps, André Yoka avait déjà stigmatisé l'opposition entre le cimetière de Nkiadi et celui de Bomengo qui s'opposaient comme la misère et le bonheur¹³ dans la même ville. Les choses ne se sont pas améliorées depuis. Les pauvres meurent de plus en plus nombreux et contraignent les autorités à désaffecter nombre de cimetières : Kintambo, Kimbanseke, Kasa-Vubu, Kinsuka, etc. Benseke Mfuti et Kinokole eux-mêmes commencent à afficher complet ! Les riches ont trouvé une issue de secours à cet encanaillement encombrant jusque dans la tombe. Après avoir tenté sans succès d'aménager des quartiers v.i.p. dans les cimetières communs, ils ont créé la Nécropole (la Cité des morts) « Entre terre et ciel » où le menu d'enterrement varie entre 1.800 et 5.000 dollars américains selon les économies du défunt ou les moyens de la famille.

A la Nécropole, les tombes sont dûment bétonnées. Donc on meurt plus ou moins éternellement car il n'y a qu'un tremblement de terre ou un glissement de terrain très improbable qui pourrait venir déranger le repos éternel des illustres disparus. Les morts sont à l'abri des petites rapines que viennent souvent opérer les shege de Kinshasa dans les tombes des défunts au mépris de tout respect dû aux morts. Ils sont aussi rigoureusement identifiés, ce qui permet de leur rendre les honneurs dus à leur rang chaque année le 1^{er} août comme c'est l'habitude au Congo.

Mais que l'on soit riche ou pauvre, la mort est toujours au Congo un moment de pollution

sonore, un moment de plus de grand désordre, de gaspillage, un moment de mensonge, de médisance et de d'indécence. La culture de la mort est encore à construire dans ce pays.

On devrait commencer par encourager et développer l'habitude qui s'installe peu à peu de pleurer ses morts dans des lieux et salles aménagés à cet effet. Les places de plein air ne résolvent pas le problème de bruit. En revanche, dans une salle, on peut à la fois pleurer le mort et diffuser une musique douce de circonstance.

Quand tout se fait au domicile du défunt, les rues sont souvent occupées, la circulation gênée, le petit mobilier est volé, la quincaillerie reste rarement en place, etc.

Il faudra guérir les Congolais de cette idée que les gens qui viennent à un deuil doivent partir satisfaits d'avoir bien mangé et bien bu. Outre que l'on favorise la fainéantise des sdf (sans domicile fixe) adultes qui préfèrent aller de deuil en deuil pour avoir l'occasion de boire et de manger, cet état d'esprit aboutit à un grand gaspillage surtout le jour de la fin du deuil. La bière coule à flot et, dans certains deuils ceux qui étaient censés être venus pour pleurer le mort repartent les sachets en plastique pleins de nourriture pour continuer la fête à leur domicile ou en faire bénéficier ceux qui n'ont pas pu faire le déplacement.

Dans un deuil congolais, chacun a sa version de la biographie du défunt, des gaffes qui l'ont amené à la maladie fatale, de la façon dont il est mort... versions souvent aussi mensongères les unes que les autres. La médisance va bon train autour de la méchanceté du conjoint du défunt ou de la défunte, de la loge des sorciers à laquelle il (ou elle) appartenait, des mouvements occultistes dont il faisait partie, des féticheurs qui entretenaient sa psychologie.

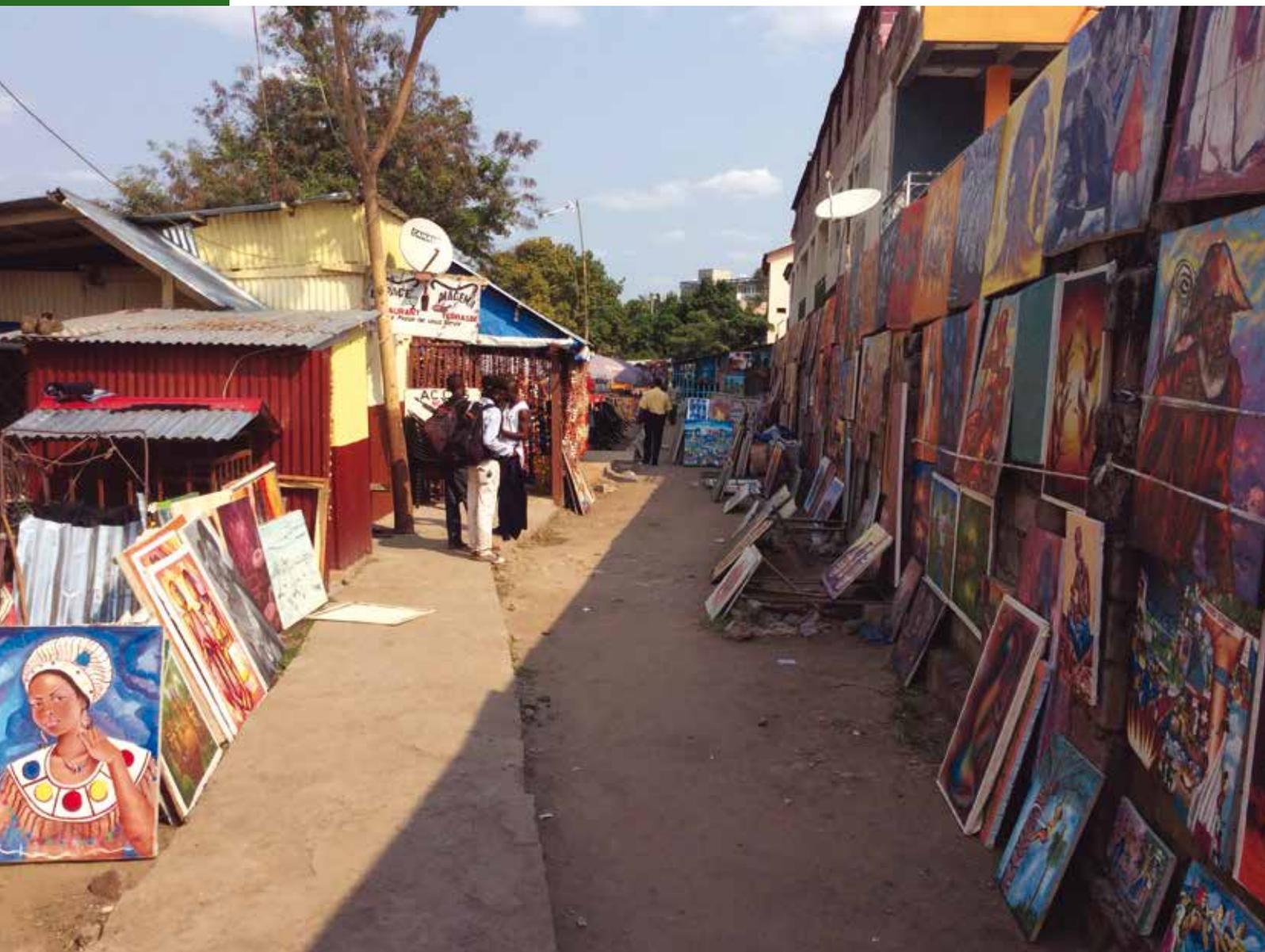
Au deuil se prennent des rendez-vous galants. Tout le monde ne rentre pas forcément à son domicile après chaque soirée de deuil et il y en a normalement sept pour les morts adultes.

C'est tout ce qui précède qu'il faudra changer radicalement dans la nouvelle culture congolaise. Il y a du maïs à moulin pour tout le monde, du législateur au policier qui doit veiller à l'application des dispositions légales et réglementaires sur le terrain.

CONCLUSION

En conclusion, il n'y a aucun acte de notre vie quotidienne qui ne soit imprégné par la culture. Si donc nous voulons que notre quotidien vogue dans la bonne direction, c'est en amont que nous devons revoir le problème. Forger une nouvelle culture pour obtenir une nouvelle mentalité compatible avec la croissance économique et le développement humain.

¹³ Lire Yoka Lye Mudaba, "Le fossoyeur", in *Le fossoyeur et autres nouvelles*, Paris, Hatier, 19



Marché d'objets d'arts

LE CHASSEUR ET LE LION

QUELLE COOPÉRATION CULTURELLE
POUR QUELLES PERSPECTIVES
EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Par Lye M. Yoka

La République Démocratique du Congo est un pays en crise, c'est connu.

Ce qui est moins connu, c'est que par rapport aux tragédies qui ont émaillé la vie des Congolais depuis cinquante ans et plus, le travail de deuil ne semble pas avoir été accompli comme il se doit.

LE SYNDROME DE L'ORPHELIN

Si le travail de deuil, c'est réconcilier le présent et le passé avec la paix, et reconnaître le statut d'ancêtres aux morts (qu'ils soient ordinaires, héros ou martyrs), il n'a pas encore su réconcilier la mémoire avec les séquelles de la traite négrière, des campagnes léopoldiennes, de la tragédie de Lumumba, des rébellions à répétition et de ses génocides camouflés.¹

Il s'en est suivi un certain nombre de paradoxes, dont le plus remarquable pour moi, au cours des cinquante ans d'indépendance, est que nous avons été globalement atteints du "syndrome de l'orphelin" : tous à la fois *enfants-soldats*, victimes collatérales des massacres ; *enfants-sorciers*, à la merci des malédictions irrationnelles ; *enfants de rue*, avatars de la crise socio-économique et de l'emprise de la culture informelle. Voilà pour l'envers de la médaille. L'endroit de cette médaille, l'autre face de Janus, c'est qu'en même temps, pendant les mêmes cinquante ans, les mêmes générations ont démontré des capacités inouïes de survie et de résistance : nous sommes tous ainsi à la fois des *enfants de ...cœur*, avides de paix ; *enfants prodigues*, flambeurs et sapeurs dans le corps et l'esprit comme pour contrevenir à la loi de la mort sans cesse présente en nous et autour de nous ; *enfants prodiges*, génies de l'inventivité, notamment artistique comme cache-misère ou comme revendication des paradis perdus.

QUÊTE DES PARADIS PERDUS

Comme pour exorciser les paniques et faire valoir les ressources et les ressorts identitaires occultés, des tentatives ont été menées par diverses politiques et dynamiques culturelles depuis 1960, qu'elles soient d'inspiration intellectuelle (Mabika Kalanda, *La remise en question, base de la décolonisation mentale*, V.Y Mudimbe, *L'autre face du royaume*, religieuse (Cardinal Joseph Malula et le rite zaïrois de la célébration eucharistique ; ainsi que les intellectuels du CERA (Centre d'études des religions africaines - ou politique (Président Mobutu, "le recours à l'Authenticité", Joseph Kabila, "la révolution de la modernité"), etc .

Deux moments me paraissent remarquables dans cette quête identitaire : d'abord "le recours à l'Authenticité" prôné par le président Mobutu comme antidote à l'acculturation et à la néo-

colonisation mentale. Ce recours à la mémoire et à l'énergie ancestrale, tout intuitif, tout empreint de romantisme et de nostalgie d'une Afrique virginale, n'a cependant pas échappé aux dérives totalitaires du culte de la personnalité et du parti unique. Deuxième cas : la Conférence nationale souveraine, vaste palabre à l'africaine avec comme objectif la catharsis collective et le changement radical du système politique. L'on sait comment cette palabre, bilan autocritique *a priori* bénéfique, a ouvert la boîte de Pandore et déclenché les violences de toutes sortes à partir de 1990.

LES VOLEURS DE FEU

Si l'ex-colonie belge n'est pas arrivée à faire le deuil de la colonisation, il en est de même, mine de rien, de l'ex-métropole et de ses héritiers, habituellement hommes et femmes de bonne foi et de bonne volonté d'autant plus qu'ils n'ont pas connu la "parenthèse de feu et de sang" (Sony LabouTansi) de leurs pères et grands-pères colonisateurs. N'empêche : leur bonne foi et leur bonne volonté ne sont pas à l'abri des épreuves de force et des rapports de domination entre ceux qui croient avoir et ceux à qui l'on fait croire qu'ils n'ont pas, entre ceux qui croient savoir et ceux à qui l'on dénie encore, dans la pratique, tout savoir et toute mémoire...

En face des nouveaux "Noko", héritiers des ex-colonisateurs, l'on voit pourtant émerger, comme en contrepoint, de jeunes intellectuels et surtout de jeunes artistes congolais passablement avant-gardistes et anticonformistes. Le paradoxe veut que ces "voleurs de feu" aient maîtrisé ou tentent de maîtriser avec un certain succès, le savoir et le savoir-faire des anciens maîtres, mais leur légitimité sur le plan international et parfois même national dépend encore largement des critères externes à eux. Chéri Samba, Freddy Tsimba, Faustin Linyekula, Bibish Mumbu, Jean Goubald, Vichois Mwilambwe, Samy Baloji, Dieudonné Ngangura, Pie Tshibanda, Dieudonné Kabongo, Nzey Van Musala, Mampuya, Lokwa Kanza, Denis Mpunga, Jo Munga, Clarisse Muvuba, Phoba, Balufu Kanyinda, Ray Lema, Jean Bofane, Pius Ngandu, Antoine Tshitungu (pour ne citer qu'eux), ont beau prouver combien ils sont talentueux, leur succès continue à dépendre des réseaux étroits qui s'imposent ou s'interposent à eux. Sans compter que la plupart d'entre eux que j'ai cités ont choisi une carrière professionnelle en Europe, alors que la caution du public congolais, sur place en RDC, reste à prouver...

¹ Lye M. YOKA, "A quand le travail de deuil ?", dans *Combats pour la culture*, Editions Hemar, Brazzaville, 2012, pp. 42-56





Objets d'art fabriqués
avec de la ferraille
de récupération

BABÉLISATION ET LABELLISATION

C'est que ces nouveaux chantres congolais de la diversité culturelle, citoyens du monde, adeptes du nomadisme et re-constructeurs de la tour de Babel, ont volé le feu sans parvenir à bien éclairer les chemins de retour du pays natal. C'est qu'également les critères et les rites de labellisation outre-mer et outre-Atlantique ne semblent répondre qu'à deux sortes de grilles d'approche aux antipodes, mais de même valeur

“exotique” : d'une part une sorte de tropisme sur des œuvres à valeur et à saveur plus au moins “indigènes”, quelquefois sur commande des centres culturels étrangers établis en Afrique, à la limite du misérabilisme, du sensationnel, de l'apocalypse, de la superstition “fétichiste”... ; et, d'autre part, une sorte d'atypisme qui ne semble n'applaudir dans les œuvres africaines que ce qui est “excentré”, ce qui “déstructure”, ce qui “déconstruit”, d'autant plus outrageusement qu'elles s'inspirent des soi-disant “contemporains” européens.²



² lire par exemple Lye M. YOKA, “Benda Bilili : éloge de la commiseration”, dans *Le Potentiel*, 26/02/2013

LE CHASSEUR ET LE LION

Entre les deux pôles, la critique et l'anthologie des nouveaux "explorateurs" occidentaux ont décidé une sorte d'embargo : embargo contre les arts plastiques dits "académiques", contre les musiques populaires urbaines (profanes ou religieuses) ; embargo contre les littératures francophones modernes et engagées, etc. Or comme le rappelle un proverbe africain : "On ne connaîtra jamais la vraie légende du lion tant que les histoires de chasse montreront le chasseur comme le seul héros".

Or il existe des expériences et des pratiques partenariales récentes qui sont exemplaires et prometteuses en termes de regards croisés, de domestication de la modernité à partir des matériaux du terroir ou des ustensiles de récupération. En termes aussi de vision prophétique. L'exemple du projet belgo-congolais "Yambi" (2005-2007) a montré, suite à une prospection laborieuse

à travers le pays et suite à des productions professionnelles en Communauté Française de Belgique, qu'entre le tropisme réducteur et un peu voyeuriste, et l'atypisme déconstructeur, il y avait place pour une gamme des possibilités géniales et originales.³ Il en est de même, par ailleurs, du projet "Top 100" entre l'ONG congolaise, "Observatoire des cultures urbaines en République démocratique du Congo" et l'Université de Montréal concernant l'ethnographie de l'écoute de la musique congolaise moderne⁴. Outre des résultats de terrain inédits sur la réception de la musique populaire en milieu kinois, notamment celui des jeunes, le projet a démontré avec succès la part de l'"investissement" au sein des partenariats nord-sud, à travers des méthodes nouvelles d'investigation de la création et de la pratique musicales, à travers des missions d'études autant que des échanges d'informations et de formations croisées, actuelles ; et à travers la mise à disposition pour les chercheurs congolais des outils modernes de travail, de numérisation, de mise en réseau et répertoire documentaire.



Festival Yambi

LIRE AVEC QUATRE YEUX

Les sages de la cité qui savent déchiffrer les signes du temps et de l'espace, m'ont naguère dit qu'il fallait quatre yeux, quatre oreilles et quatre mains pour vraiment voir, écouter, et sentir l'ineffable. Pour cela il fallait non seulement être initié à regarder pour voir, à écouter pour entendre, à toucher pour sentir ; mais il s'agissait de s'immerger dans l'imaginaire de l'artiste-mage pour recréer à sa suite la magie...

Les sémiologues, eux, m'ont appris deux choses essentielles : le signe est polysémique, et la quête de sens est tributaire du contexte.

Sémiologie de la signification ou sémiologie de la communication, elle est au carrefour des grilles de lecture diverses. C'est dire combien on ne peut lire les arts africains (et congolais en particulier) qu'avec le concours de différentes disciplines et avec une certaine connivence enracinée du sujet pensant et de l'objet visé : l'anthropologie seule, avec ses nostalgies ethnologiques bon teint ne peut se satisfaire si elle ne s'adjoit les prédicats de la sociologie ou de la philosophie, autant que d'approches post-coloniales et post-modernes apprivoisées. La sociologie seule, avec ses querelles d'écoles et ses sauts dans l'inconnu ; la critique d'art seule, avec ses questions toujours pendantes sur la relativité ; la philosophie, avec ses tendances touche-à-tout, ne peuvent se

³ Lye M. YOKA, "Yambi", la fête congolaise au pluriel", dans *Combats pour la culture*, Hemar Editions, Brazzaville, 2012, pp.237-243

⁴ lire Bob W. WHITE et Lye M. YOKA, *Musique populaire et société à Kinshasa. Une ethnographie de l'écoute*, L'Harmattan, Paris, 2010



satisfaire si les enquêtes de terrain ne valident. Les enquêtes de terrain elles-mêmes, risquent d'être indigentes à cause des "angles de vue" ou des "illusions d'optique", ou encore des "partis pris" propres à l'enquêteur déterministe et étranger, à cause de la présence intimidante pour l'enquêté souvent néophyte, du micro ou de la caméra, à cause enfin de la longue tradition de la censure et du silence dans nos pays africains.

Par ailleurs les artistes congolais en particulier, ont été tellement confrontés depuis les années '80, à de multiples expériences à travers le monde que leurs œuvres portent nécessairement la marque enrichie de la diversité protéiforme et de la polysémie. La chorégraphie de Faustin Linyekula, avec la concrescence de gestes et de discours superposés, juxtaposés, interposés, est-ce encore de la danse contemporaine ? La sculpture de Freddy Tsimba, avec ses magies de forge et de monumentalisme, est-ce encore de l'art plastique ? L'artiste Vichois Mwilambwe, avec ses scènes d' "installations" et de "performances" psychodramatiques et cathartiques, est-ce encore de la peinture ? Samy Baloji, avec ses photos-gravures et des vidéos-photos aux regards incisifs, translucides qui apprivoisent tout, les ombres et les lumières d'hier et d'aujourd'hui, est-ce encore de la photographie ? Lokwa Kanza, avec des airs butinés ici et là à partir d'inspirations inédites, est-ce encore de la rumba ? L'écrivaine Bibish Mumbu ou l'écrivain Fiston Mwanza Nasser, avec leurs récits-chroniques atypiques, et des anecdotes entremêlées, avec leurs dialogues à l'emporte-pièce, est-ce encore du roman ? N'est-ce pas ce qu'on entend aujourd'hui par "cumul-art"...

REGARDER L'AFRIQUE À PARTIR DE L'AFRIQUE

1) Depuis les années 70, il y a comme une épreuve de force épistémologique et une convocation des arts comme science, comme discipline. C'est la raison d'être des instituts d'arts comme l'Institut national des arts, l'Académie des Beaux-Arts, l'Institut supérieur des arts et métiers, l'Institut des bâtiments de travaux publiques, ou l'Institut d'architecture et urbanisme, à Kinshasa. Or, les expériences de ces instituts prouvent que derrière le concept de "discipline" se dressent du coup d'énormes défis actuels comme celui de regarder l'Afrique à partir de l'Afrique, et d'enraciner les recherches et les pratiques tout en les ouvrant aux souffles de la modernité. Comme celui d'induire, avec le concours des décideurs et des opérateurs culturels, une politique culturelle innovante et cohérente, avec comme priorités : professionnaliser les métiers d'art et de culture, reconnaître et promouvoir les savoirs et les savoir-faire populaires, promouvoir des industries culturelles créatives, financer et autofinancer la culture, protéger la propriété intellectuelle, activer la "diplomatie culturelle", inverser la tendance entre le "centre" en ex-métropole, et la "périphérie" au sud...

Deux exemples me semblent éclairants par rapport à cette vision à inverser. D'abord celui du Festival International du Livre et du Film "Etonnants Voyageurs", manifestation fort médiatisée, qui s'est tenue pour la première fois en Afrique centrale (à Brazzaville, du 13 au 17 février 2013), mais qui a laissé plus d'un Congolais sur sa soif. Et pour cause ! Certes le thème a été attractif, à savoir "L'Afrique qui vient", autrement dit, "une



nouvelle Afrique qui entend prendre sa place dans le siècle qui commence, une Afrique qui met à mal nos discours convenus. Une Afrique dont les artistes, les écrivains, les poètes nous dessinent les contours⁵ ; le programme a été tout aussi alléchant, notamment avec le privilège et l'espace particuliers accordés aux deux Congo de dialoguer et de s'évaluer devant témoins, mais à travers leurs écrivains en principe représentatifs du génie des deux rives. Or la parole n'a été accordée qu'aux seuls représentants congolais de la diaspora pour évoquer finalement des villes de Kinshasa et de Brazzaville qu'ils n'avaient plus fréquentées depuis une dizaine d'années, si pas plus ! En plus Alain Mabanckou et Michel Le Bris, directeurs du Festival, ont animé une conférence, en véritables maîtres ex-cathedra, au cours de laquelle, il a été question de "littérature-monde", une façon de dénier catégoriquement (et même prétentieusement) toute forme d'existence de quelque "littérature nationale", et donc de faire valoir indirectement le "centre" par rapport à la "périphérie"⁶. Sur la même veine on peut épingler l'autre Festival "nomade", "Connection Kin", du KVS (Koninklijke Vlaamse Schouwburg), c'est-à-dire le Théâtre Royal Flamand de Belgique : bel idéal que celui de "créer un espace libre et ouvert où la générosité a toute sa place", avec une brochette multidisciplinaire constituée essentiellement des arts visuels, du film et de la littérature. Seulement voilà : initié en 2005 et à défaut sans doute d'un espace néerlandophone en bonne et due forme comme l'ont fait les autres concurrentes, la coopération française ou la Fédération Wallonie-Bruxelles à vocation francophone, la Communauté flamande est en quête d'une raison d'exister au Congo-Kinshasa ; et à ce titre, le KVS semble s'être engagé dans les mêmes sillons et les mêmes réseaux, avec comme points focaux l'Institut français et le Centre Wallonie-Bruxelles, et accessoirement quelques autres lieux périphériques typiquement nationaux. On ne peut pas dire honnêtement que les milieux culturels et artistiques de Kinshasa soient activement et massivement impliqués, en commençant par les autorités publiques et les institutions publiques de formation, de conservation et de diffusion culturelles. Finalement, tous comptes faits, c'est encore une fois la diaspora qui est mise en vedette, sans que l'on se pose la question de l'impact, et du field-back, en termes d'héritages techniques, de ressourcement et d'enracinement féconds, de regards croisés, de renforcement des capacités ou d'échanges institutionnalisés... Et surtout en termes de durabilité de cette initiative 'import-export', "à guichet plus ou moins ouvert", selon les expressions d'un dramaturge kinoïse... Et avec des sélections et des choix à l'emporte-pièce...

2) Regarder l'Afrique à partir de l'Afrique, c'est briser le cercle vicieux du "centre" et de "la périphérie". Faut-il toujours se résigner à penser que toute forme de triomphe artistique et littéraire passe par Paris ou New York ? L'écrivain kinoïse

Zamenga Batukezanga n'a pas eu besoin de l'onction métropolitaine pour être lu par des milliers de jeunes enthousiastes dans une ville, Kinshasa, de 2 à 3 millions de lecteurs potentiels. Les Editions Hemar que dirige le professeur Kadima-Nzuji et qui couvrent les deux Congo n'ont pas eu à recourir aux bonnes grâces de Paris ou de Bruxelles pour éditer à grand tirage et avoir pignon sur rue en 5 ans d'existence. Et cela grâce notamment aux contributions littéraires de l'Association des Ecrivains de Fleuve Congo.

3) Regarder l'Afrique à partir de l'Afrique n'exclut pas l'intégration de nos structures et initiatives propres dans des réseaux d'homologues hors d'Afrique. Mais toujours dans un dialogue équitable, même si les rapports de force sont instables. Il faut à l'Afrique des solidarités nouvelles, horizontales, pour des convivialités, des rationalités et des stratégies pressantes, présentes, porteuses.

4) Finalement, qu'apportent donc les arts et le génie africains à l'Europe, à l'Occident ? D'abord... la mauvaise conscience, au sein d'une mondialisation rouleau-compresseur, à fractures prononcées, à double vitesse, mais enrobée dans des fanfreluches en dentelles et de nouvelles évangiles paganisées pour adeptes crédules et néo-colonisés. Ensuite, ils apportent une définition et une pratique de l'art, non plus comme du luxe, non plus comme "émotion nègre et naïve" ; mais comme nouvelles rationalités, nouvelles esthétiques et nouvelles oralités urbaines ; comme restitution de la parole naguère confisquée. Il nous faut donc des approches herméneutiques dialectiques, dialogiques, intersubjectives, transdisciplinaires, mais néanmoins conniventes avec l'œuvre. Comme le note le sociologue français Gilles Lipovetsky : "la modernité inaugurale a remporté la bataille de la quantité ; ce n'est plus ce qui va nous faire gagner des parts de marché. C'est la qualité qui doit être notre but constant. (...) La créativité en général et esthétique en particulier doit mobiliser toutes nos énergies et nos entreprises. Et cette orientation, primordiale pour notre avenir, doit commencer dès l'école. C'est l'une des grandes voies pour relever les défis de l'univers globalisé" (dans *L'Express*, 29 mai 2013, p. 34)

C'est pour moi une autre façon, je le répète, d'avoir 4 yeux, 4 oreilles et 4 mains, et savoir lire au grand jour les signes du temps et de l'espace. Il y a là plus qu'une question de professionnels ; mais une question d'initiés et d'"ayants-droits", selon l'expression d'Achille Mbembe...

⁵ Prospectus du Festival "Etonnants Voyageurs", 2013

⁶ Argument du Document de présentation du Congrès international des Ecrivains francophones à Lubumbashi, du 24 au 26 septembre 2012 (en marge du XIV^e Sommet de la Francophonie en RD.Congo) : "Par son enrichissement radical des imaginaires, la littérature pourrait proposer l'UTOPIE prospective d'une Afrique impliquée dans un monde global, et cela sans cesser de remettre en cause une histoire triomphaliste et univoque telle qu'imposée par l'Occident. (...) Les écritures contemporaines demeurent les lieux d'inscription d'un autre devenir face au manque d'imagination des projets politiques. La question est de savoir ce qu'on peut attendre de la littérature, dans le monde en pleine mondialisation, désormais décentré."



*Société congolaise
de droits d'auteurs*

LE CONGO À L'HEURE DE LA CULTURE NUMERIQUE

Par Tumba Bob Matamba¹

“When the stream of the New Technologies is rolling over your heads, either you’re part of the streamroll, or you’re part of the road”

“Quand le courant des Nouvelles Technologies roule par-dessus vos têtes, ou bien il vous emporte avec lui, ou alors vous restez des spectateurs passifs au bord de la route”

La digitalisation tous azimuts de la société est un phénomène culturel nouveau apparu avec la mondialisation portée à bout de bras par les nouvelles technologies de l’information et de la communication. Est-elle pour autant porteuse du bien-être socio-économique que l’on pourrait en attendre ? Tel est le sujet qui retient mon attention dans les lignes qui suivent.

L’enjeu est simple et consiste à répondre à la question suivante : “Est-ce que la numérisation progressive de la société congolaise nous rendra plus riches, accélèrera de façon automatique l’émergence économique, pour en définitive nous ouvrir toutes grandes les portes du paradis des pays développés ?».

Ma réponse est catégorique : “Non !”. Malgré la digitalisation de la vie socio-économique, le risque est très grand que nous restions à la traîne de l’humanité, et cela malgré les scandaleuses potentialités dont la nature nous a fait cadeau sans rien nous demander en retour!

Bien sûr, la culture du numérique modifiera de fond en comble notre environnement social, en même temps qu’elle uniformisera l’ensemble des pays de la planète, mais les différences subsisteront entre pays développés et pays sous-développés, en fonction de la différence dans la maîtrise de l’utilisation de la technologie par l’homme.

La guerre économique restera une constante des relations internationales, avec chaque fois des gagnants et des perdants.

BREF HISTORIQUE DES RÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES

Juste après la cueillette, l’économie rurale a été la première forme d’organisation de la production de richesse. Elle remonte à la nuit des temps, et la propriété foncière était le principal facteur économique.

Les progrès scientifiques de la Renaissance européenne, à l’origine des grandes découvertes, ont engendré le commerce international des matières premières et produits exotiques arrachés aux colonies lointaines. Une nouvelle pensée économique vit le jour : le mercantilisme, qui érigea

le fonds de commerce en facteur économique dominant. La bourgeoisie commerçante rivalisera désormais avec la noblesse terrienne.

La révolution industrielle de la deuxième moitié du 18^{ème} siècle, met fin à la société agraire, en introduisant la mécanisation (machine à vapeur et métier à tisser). Il s’en suit une explosion de la capacité de l’offre, et l’entrée en scène des premiers capitaines privés de l’industrie, à côté de la bourgeoisie commerçante.

La deuxième révolution industrielle intervient un siècle plus tard, dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle. Elle est associée à deux découvertes : l’électricité et le pétrole, et aux progrès de la chimie. On notera aussi l’expérimentation des premières communications de longue distance.

Dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, l’internet associé aux télécommunications bouleverse l’univers industriel, privilégiant les services comme moteur par excellence de la croissance économique. C’est la révolution du numérique.

**LE NUMÉRIQUE EST UN LEVIER DE CROISSANCE,
UN CATALYSEUR DE LA PRODUCTION,
UN FACILITATEUR DU DÉVELOPPEMENT CONÇU
ET ORGANISÉ PAR L’HOMME.**

LA RÉVOLUTION DU NUMÉRIQUE

Le numérique révolutionnera certes notre façon de produire, mais jamais le numérique ne va organiser la production à notre place. Il aidera les entreprises à améliorer leurs processus internes jusqu’ à offrir une panoplie de nouveaux produits ou services. Tel un robot, le numérique démultipliera la production, passant de 100 unités/jour à 10.000 unités/jour, mais jamais le numérique ne va penser l’organisation de l’intégration des circuits économiques. Le numérique est un outil limité à l’exécution des tâches programmées, et seul le cerveau humain organisera qualitativement le travail. Et le développement n’est pas une question liée à la hauteur du pib, mais plutôt à l’efficacité de la construction de l’inclusion économique.

Le numérique est un levier de croissance, un catalyseur de la production, un facilitateur du développement conçu et organisé par l’homme. Le numérique ne sera jamais un objet développeur autonome, qui permettra à l’homme de lâcher prise pour aller se reposer sur ses deux oreilles. C’est l’homme qui est l’utilisateur du numérique, et non l’inverse.

¹ Economiste, essayiste, ancien président de Tigo-Congo, Tumba Bob Matamba est actuellement président du FOCON (Fonds Okapi pour la conservation de la nature en République démocratique du Congo (International Trust Fund).



IL N'Y A DE RICHESSE QUE D'HOMME

Le tout repose sur notre capacité de tirer profit des opportunités que le numérique nous offre. Une révolution dans le mode de production des richesses n'est rien d'autre qu'une opportunité de plus à saisir et à orienter utilement, sinon aucun changement de paradigme n'interviendra dans notre vie collective.

Une économie est un système organisé de production et de distribution de richesses.

Dès les premières heures de la colonisation, le premier souci du Souverain Léopold II a été d'implanter des unités de production à caractère industriel, commercial et artisanal. Sitôt signé l'Acte de Berlin, le 26 février 1885, le Roi, propriétaire de l'Etat indépendant du Congo, s'est préoccupé de la mise en valeur et de la rentabilisation de sa propriété.

Le 1^{er} juillet 1885, il mit en place une réglementation lui octroyant la propriété des terres dites vacantes (non occupées par les autochtones). Ces terres lui permirent par la suite de participer dans la formation du capital des entreprises qui seront créées.

Le 27 février 1887, il promulgua le Décret légiférant sur les sociétés commerciales et, en mars de la même année, il créa la première société congolaise dénommée "**Compagnie du Congo pour le commerce et l'industrie**", CCCI en sigle.

Cinq filiales naîtront de cette société, suivies de trois grands holdings et de sociétés à charte. Ces dernières ont favorisé par la suite la constellation d'unités de production qui animèrent l'essentiel de l'activité économique de la colonie.

L'HISTOIRE DU NUMÉRIQUE AU CONGO

Avec la compagnie Télécel, nous avons été le berceau du numérique en Afrique, mais aujourd'hui nous voilà à la remorque de la révolution du numérique.

Le Congo a été le premier pays africain à introduire massivement la téléphonie cellulaire sur le continent, bien avant même plusieurs pays européens, y compris la France et la Belgique.

La norme gsm a été créée en Europe en 1992, alors que la téléphonie cellulaire était dans sa septième année au Congo. Nous devons notre statut de pionnier à la seule et unique raison que nous étions le seul pays où l'infrastructure des télécommunications héritée du colonisateur était réduite à néant, privant ainsi le pays du signal téléphonique tant domestique qu'international. Ne dit-on pas que le vide aspire ?

Et si nous avons eu un tant soit peu le courage de nos idées, nous aurions dû être le premier

pays au monde à légiférer sur la matière des télécommunications.

Mais nous avons attendu que le téléphone mobile soit adopté par toute l'humanité, que les pays suiveurs règlementent en premier lieu, puis nous avons sauté tardivement dans le train en marche, confessant, dans l'exposé des motifs de la loi-cadre actuelle sur les télécommunications, notre intention de faire comme le reste du monde. Et nous avons sorti notre loi en 2002, cinq ans après le Sénégal, à titre d'exemple !

La caractéristique principale de cette loi rédigée dans un esprit d'imitation, c'est qu'elle annonce dans l'exposé des motifs de très bonnes intentions, mais qui sont tout de suite contredites dans le corps de la loi, par un retour à la case départ du monopole de l'Etat sur le secteur, dans une phraséologie pleine d'incohérences et de contradictions. Nous sommes passés à côté de la déréglementation qui régit le secteur universellement.

Et les conséquences économiques de la non maîtrise du numérique sont légion. En voici un florilège constitué de quelques marqueurs d'un sous-développement endémique.

1) Classement pnud

Le système des Nations Unies, dans sa typologie de classification des pays sur base de critères économiques, distingue **quatre (4) catégories de pays : (i) les pays les moins avancés (PMA), (ii) les pays en voie de développement, (iii) les pays émergents, et (iv) enfin les pays avancés.**

Les PMA constituent la catégorie des pays les plus pauvres de la Communauté humaine. L'appellation "Pays les moins avancés" est même un euphémisme pour éviter des expressions telles que "pays dont l'économie stagne" ou, plus proche de la réalité : "pays en voie de sous-développement" dans un monde qui va de l'avant. Le CPD (Comité des politiques de développement), organe de la Commission économique et sociale qui fixe la liste des pays qui doivent rentrer dans (ou sortir de) la catégorie PMA, siège tous les trois ans pour mettre à jour ladite liste. Lors de sa dernière session intervenue en 2014, elle a dressé une liste de 47 pays au total, dont 33 pays africains (la RDC est du nombre), 9 asiatiques, 4 de l'Océanie, et 1 seul pays américain, Haïti.

2) Indicateurs macro-économiques

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, les pays colonisés d'Asie et d'Afrique, réunis lors de la Conférence de Bandoeng (1.955), ont exigé et obtenu leurs indépendances dans la décennie 1960. A cette époque-là, la RDC avait une position économique supérieure à celle des pays asiatiques appelés aujourd'hui dragons ou tigres. Le tableau qui suit montre malheureusement une évolution divergente entre les nouveaux pays indépendants d'Asie et ceux d'Afrique, ce qui pose problème et pousse à la réflexion.

Evolution comparative Afrique/Asie

	1960	2010
Afrique	80/20	95/05
Asie	80/20	40/60
RDC	80/20	98/02

La structure du commerce extérieur (exportations brutes/raffinées)

Dans les 98% des recettes d'exportation de la rdc en 2010, les produits agricoles, qui faisaient part égale (50%) avec les produits miniers dans les statistiques de 1960, ont totalement disparu. Il ne subsiste plus que les produits d'extraction : les mines et le pétrole.

3) Tissu industriel

Concernant toujours notre pays, la République démocratique du Congo, la détérioration de la situation sociale est corroborée par un autre tableau tout aussi explicite : la désindustrialisation de l'économie.

Effondrement du tissu industriel congolais

Année	Unités
1960	6500
1980	1800
2010	110

Unités manufacturières recensées par l'Economie nationale & l'Industrie:

4) Poids des secteurs économiques

L'économie numérique est devenue la principale production des économies développées, quoiqu'étant une production immatérielle et non stockable. Dans les pays développés les plus tertiariés, on parle d'"économie post-industrielle" (ou post années 1950), économie caractérisée par la domination de l'information et de la technologie. Les services y représentent entre 70 et 80 % de la production nationale (PIB) et sont devenus, en dernier ressort, le principal moteur de croissance économique.

Ainsi donc, l'onde de choc de la croissance économique s'amplifie avec l'éloignement : faible à l'épicentre situé dans l'agriculture, elle grossit au niveau de la zone intermédiaire représentée par l'industrie, pour enfin atteindre son amplitude maximale dans la périphérie, siège des services. L'agriculture, foyer de départ et détonateur du feu d'artifice, devient minorisée dans la pyramide de l'économie nationale. Le flux des effets induits, dans la pyramide d'une économie, a une orientation centrifuge. Mais il a un seul point de départ : l'agriculture.

En projection idéale, le secteur industriel tend vers la barre des 20% du PIB, tandis que le secteur des services, qui constitue désormais l'essentiel de l'économie moderne numérisée, tend vers l'horizon

des 80% du PIB, pendant que, paradoxalement, la courbe de l'agriculture plonge vers le plancher de 0%, mais sans jamais l'atteindre.

La hiérarchie des secteurs économiques (Etude comparative mondiale)

	Pays pauvres (moyennes)	Pays riches (moyennes)
Agriculture	50 %	1 %
Industrie	30 %	19 %
Services	20 %	80 %

5) Un cadre réglementaire inadéquat

La règle générale veut que **le fait précède le droit**. Voilà pourquoi, sur le terrain des affaires, les opérateurs économiques innovent, et l'Etat réagit à temps pour accompagner, sécuriser et booster les innovations.

L'efficacité d'une législation est donc fonction de la vitesse avec laquelle elle s'adapte au changement de l'environnement, et accompagne les acteurs de terrain.

Une illustration de l'inadéquation du cadre réglementaire congolais par rapport aux évolutions technologiques est fournie par la taxation des ordinateurs en douane, immuable depuis des décennies :

1. Avant l'introduction de la TVA

	Droits de douane	ICA	Total
Ordinateur complet	3 %	5 %	8 %
Ordinateur en pièces	10 %	15 %	25 %

2. Avec la TVA

	Droits de douane	ICA	Total
Ordinateur complet	3 %	5 %	8 %
Ordinateur en pièces	10 %	15 %	25 %

Une volonté de démocratisation du numérique plaiderait pour une suppression des droits de douane pour les ordinateurs importés en pièces détachées pour être montés au pays.



CONCLUSION. VIVE L'ÉCOLE !

Avant la venue du numérique, il y avait des pays hyper-développés (qui sont même à la base de la création de la révolution numérique) à côté des pays sous-développés. Sous le règne du numérique, la physionomie économique du monde ne va pas changer : il y aura toujours le clivage entre pays développés d'un côté et pays sous-développés de l'autre.

L'homme est la pierre angulaire du développement. Il faut investir certes dans le numérique. Il faut investir dans les infrastructures, dans l'agriculture, etc. Mais il faut investir surtout et avant tout dans l'homme, car il est le facteur premier du développement.

Les racines du retard économique de la République démocratique du Congo sont historiques, sans rentrer dans des polémiques stériles.

Le péché capital de la colonisation belge, était la limitation de l'enseignement colonial au cycle primaire, à côté des écoles de métier pour les besoins économiques et des séminaires pour la propagation de la religion du conquérant. Une option pragmatique dictée par une maxime contextuelle restée célèbre: "pas d'élite, pas d'ennuis". Mais le problème n'a été que différé. Il resurgit aujourd'hui et se manifeste dans la différence d'évolution entre les anciennes colonies belges comparées aux anciennes colonies françaises et plus particulièrement britanniques. Il est vrai que la Grande Bretagne et la France étaient de vieilles puissances coloniales dotées d'une expertise séculaire, alors que la Belgique a eu la main forcée pour accepter de coloniser le Congo d'abord, et ensuite le Rwanda et le Burundi.

La similitude est d'ailleurs frappante entre le Rwanda et le Congo. Dans ces deux pays, faute d'une élite idoine, le pouvoir à l'indépendance tombera entre les mains d'anciens séminaristes (Grégoire Kayibanda

et Joseph Kasa-Vubu) pour finir dans celles des caporaux (Juvénal Habyarimana et Joseph-Désiré Mobutu).

Des voies autorisées s'étaient même élevées en Belgique, à l'approche de la date de l'indépendance de la colonie congolaise, pour demander un moratoire de 30 ans afin de préparer une relève sérieuse pour la gouvernance du pays, de peur de courir tout droit vers une catastrophe annoncée. En effet, le Plan Van Bilsen pour le rattrapage colonial est publié en décembre 1955, dans sa version flamande, avant d'être traduit en français en janvier 1956. Mais trop tard : la roue de l'Histoire avait déjà tourné.

Aujourd'hui, nous sommes en plein dans le bourbier de la catastrophe. Et le numérique n'y changera rien, comme le confirment les marqueurs du sous-développement que nous avons passé en revue plus haut.

Nous nous empressons de dire, toutefois, que non seulement l'espoir n'est pas perdu, mais, surtout, que la bonne excuse tirée de l'histoire coloniale perd de sa pertinence au fur et à mesure que le temps avance et que les élites universitaires congolaises, toutes disciplines confondues, formées au pays ou à l'étranger, deviennent légion.

Il n'en reste pas moins que toutes les analyses sociopolitiques révèlent que le mal congolais est enraciné dans une culture de la médiocrité qui tire le pays vers le bas, et particulièrement l'éducation nationale.

L'émergence économique et l'ascension du pays passent donc par la réhabilitation de l'Education nationale, seul socle pour la construction d'un homme congolais nouveau. Mais c'est tout un programme, impossible à matérialiser en-dehors d'une planification globale du développement ! En marge du Congrès du SYECO



Façade de l'Académie des beaux arts

EN MARGE DU CONGRÈS DU SYECO

VIVE L'ÉCOLE ET L'ÉDUCATION

Thomas Lelo-di-Kinkela¹



La Maison de la laïcité de Kinshasa.

Le SYECO (Syndicat des enseignants du Congo) a tenu son Congrès au siège de la MLK, 482, avenue des Zinias à Limete. Ces assises ont été l'occasion d'une réflexion renouvelée sur le système éducatif congolais que Thomas Lelo, directeur de la MLK reprend dans les lignes qui suivent.

Le nouveau groupe de pays émergents dénommé brics (pour Brésil, Russie, Chine et South Africa) a donné des envies à certains pays africains, tout d'un coup animés de l'ambition de devenir, eux aussi, des pays émergents.

Avec sa révolution de la modernité, le Congo est parmi ces pays africains qui fixent leur émergence à l'horizon de 2030. Pour le commun des Congolais, l'émergence du Congo rime forcément avec une amélioration des conditions de vie des citoyens.

De nombreux critères sont à prendre en compte pour atteindre à l'émergence. Il n'entre pas dans nos vues de les passer en revue dans les lignes qui

suivent. Nous aimerions nous pencher uniquement sur celui de l'éducation. Nous n'oublions pas que c'est une synergie d'efforts de plusieurs secteurs qui aboutira à la fameuse émergence.

Le Congrès du syeco (Syndicat des enseignants du Congo) qui vient de se tenir a insisté sur le thème d'une éducation de qualité pour une émergence de la rdc à l'horizon de 2030.

De quelle manière une éducation de qualité pourrait-elle contribuer à l'émergence du Congo ? Une telle question se pose d'autant plus que parmi les critères d'émergence habituellement définis, l'éducation n'est pas explicitement citée. Philippe Hugo², un

¹ Thomas Lelo-di-Kinkela est directeur de la Maison de la laïcité de Kinshasa.

² Professeur émérite et chercheur à l'IRIS (Institut des relations internationales et stratégiques).



des théoriciens de la question ne cite, par exemple, que le taux de croissance économique, la taille de la population, la diversification de la population, l'importance des exportations et des importations, l'intégration au monde financier international, le rôle stratégique de l'Etat pour le développement, les investissements dans la recherche et le développement, la capacité de protéger le territoire. La conclusion que l'on peut tirer de la liste ci-dessus est que l'émergence n'est pas le développement lui-même, mais seulement un paquet d'éléments et un ensemble de critères politiques, économiques, et stratégiques à même de booster la dynamique du développement. Cependant il n'est pas difficile de deviner que toutes ces considérations ne peuvent être réalisées que si l'on peut compter sur des ressources humaines de qualité, donc sur une bonne éducation.

L'éducation de nos enfants devrait préoccuper au plus haut point notre nation. Car elle n'est pas sans conséquence sur le développement économique, et mieux encore celle d'une émergence tant souhaitée. De manière générale, les pays les mieux développés ont connu une plus grande précocité des progrès des systèmes éducatifs. Les Etats-Unis, par exemple, ont mis en place dès le début du 19ème siècle un système primaire éducatif généralisé.

Certains pensent qu'une éducation de qualité est la conséquence d'une économie en bonne santé. C'est là tomber dans la dialectique de l'œuf et de la poule. Il est clair que ne pas investir dans l'éducation c'est hypothéquer la croissance économique elle-même. En effet, actuellement, c'est par la maîtrise des sciences, de la technologie et non seulement du savoir en général que passe le développement d'une nation. L'Etat a donc le plus grand intérêt à soutenir l'éducation surtout des plus démunis. Il serait criminel de laisser une bonne partie de la population sans éducation. L'éducation rassemble un peuple autour des valeurs communes, d'une façon de voir et de penser, qui permet de matérialiser sa vision du développement.

Nos enfants ne doivent pas rester en marge des standards universels en matière d'éducation. Dans cette interrelation du monde, nos diplômés doivent être à même de se mesurer à leurs semblables. Il faudrait ainsi investir dans l'éducation, tant primaire, secondaire que supérieure. Cela ne serait nullement un gaspillage.

La généralisation et la gratuité de l'école primaire permettrait au pays d'avoir des masses à même de compter, lire et écrire, donc ouvertes au monde. Et au niveau supérieur, des diplômés capables d'innover et de trouver des solutions aux problèmes de nos communautés. Il faut noter qu'actuellement beaucoup des jeunes africains et même Congolais se démarquent dans le développement d'applications informatiques.

Hormis la question de la qualité du système éducatif, celle du traitement ou de la rémunération des enseignants en général, et du secteur public en particulier demeure lancinantes à l'heure actuelle. C'est chaque année que la rentrée des classes a lieu sur fond de tensions et de revendications salariales.

Nous en appelons donc aux décideurs politiques, ainsi qu'à nos représentants de prendre à cœur ce problème. Parce qu'avec le temps, cela ouvrira la porte à d'autres fronts, ceux du savoir, de la maîtrise des technologies sans lesquels nos enfants ne seront pas à mesure de défendre le pays. Nous avons hérité de nos pères un pays immense et riche, qui sans une population dotée d'un minimum d'éducation ne saurait le défendre.

L'enseignant n'est nullement condamné à vivre dans la précarité. Ce n'est qu'une question de choix et de priorisation des problèmes de la nation, qui doivent être portés par une nette volonté politique.

BRÈVES DE LA MLK

Par Thomas Lelo-di-kinkela

L'année 2017, a été une année de tous les enjeux pour le pays. Une année censée être électorale, et qui a conduit par moment à des inquiétudes sur l'évolution du climat tant sur le plan politique que social.

Malgré tout cela, la Maison de la Laïcité de Kinshasa a réalisé de nombreuses activités et a également servi de cadre aux activités de ses partenaires.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le 10 février 2017, il s'est tenu à la mlk, la réunion du Conseil d'administration. Les points suivant étaient inscrits à l'ordre du jour :

1. Approbation du compte rendu de la réunion du Conseil d'administration du 10 novembre 2015 ;
2. Programmation 2017 ;
3. Restitution du Prix Henri la Fontaine ;
4. Préparation de l'Assemblée générale annuelle ;
5. Examen des rapports narratifs et financier ;
6. Divers.

Après lecture du compte rendu par le Directeur de la mlk, M. Thomas Lelo, un seul amendement a été soulevé. Il s'agit du point 3 concernant la cooptation du 3 nouveaux administrateurs parmi lequel M. Willy Kabeya, président de l'uae remplaçant M. Michel Richard.

Après débat et délibération la réunion du Conseil d'administration s'est déroulée dans les très bonnes conditions, et s'est terminée autour d'un verre d'amitié.

CONCEPT

Le 17 février 2017, la mlk a assisté à la réunion de concertation des organisations de la société civile du domaine de l'éducation sous le thème "Fixation du prix du bulletin scolaire".

La "Conept/Rdc" (Coalition nationale de l'éducation pour tous) vient de prendre connaissance de la lettre n°MINS/CAB MIN/0392/2017 du 09 avril 2017 du Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel relative à la vente du bulletin pour l'année scolaire 2016-2017.

La Conept/Rdc note que le prix de cet imprimé est fixé à 1000FC (Mille francs congolais) la pièce pour

l'année en cours alors qu'il coûtait 250FC, soit une augmentation de 400% par rapport aux années antérieures.

Cette décision est malheureusement contraire :

- A la lettre N° MINS/CABMIN/010/2010 du 09 octobre 2010 du ministère de l'enseignement, secondaire et professionnel portant la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire.
- Aux Conférences des ministres provinciaux en charge de l'éducation avec le ministre national de l'epsp de 2014.
- A la lettre signée conjointement en 2015 par les ministres des finances et budget en réponse à celle de Madame Alice Albright.

La Coalition nationale de l'éducation pour tous constate que :

La fixation à la hausse de frais de bulletin ne participe pas à la mise en œuvre effective de la politique de gratuité et, est contraire à l'engagement des gouvernements des supprimer complètement les frais scolaire direct.

CONFÉRENCE DE L'OBSERVATOIRE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le 25 mars 2017, la MLK a assisté à la de l'OSSC-RDC (Conférence de l'Observatoire de la société civile pour le suivi du dialogue)

L'OSSC salue la reprise des pourparlers directs sur la finalisation et la signature de l'arrangement particulier sous les bons offices de la cenco. L'Observatoire a, quant à lui, a dressé un tableau un peu plus sombre de la mise en œuvre de l'accord politique de la Saint Sylvestre. Il a tiré la sonnette d'alarme ! **"Jusqu'à quand le peuple restera pris en otage par les acteurs politiques de la RDC ?"** La mise en application de l'accord, c'est maintenant déclare l'Observatoire car l'avenir de la RDC en dépend!

Enfin l'Observatoire en appelle au Président de la République Garant de la Nation (Art. 69 de la Constitution) et de la mise en application de l'Accord politique de la Saint Sylvestre afin qu'il puisse intervenir à l'instar de la manière dont il avait dénoué la question de la désignation du Président du Conseil national de suivi de l'Accord.



LES FEMMES DU SYECO

Le 30 mars 2017, la Maison de la Laïcité Kinshasa a organisé, conjointement avec le Département Femme du syeco (Syndicat des enseignants du Congo), une journée de réflexion sur les droits des femmes travailleuses. Il s'est dégagé de cette réflexion les constats suivants :

1. Les femmes ignorent généralement les textes juridiques relatifs à leurs droits ;
2. Les femmes se désintéressent du syndicalisme ;
3. Dans les situations d'insécurité comme celles qui se passent au Kasai central ou à l'est du pays la femme paye généralement un tribut lourd. Les femmes réunies en cette date formulent les recommandations suivantes :

le Parlement doit veiller à l'application des lois votées sur les droits de la femme ;

le Gouvernement, pour sa part, doit faire respecter les droits de la femme ;

la femme en général doit se prendre en charge pour le respect de ses droits, en les connaissant et en les faisant connaître par la vulgarisation à travers des associations qui peuvent en faire la promotion.

La solidarité entre femmes travailleuses en complicité avec le partenaire homme qui milite pour les droits des femmes, pour une société juste, égalitaire qui est une condition sine qua non pour sortir de l'impartialité.

Les femmes participantes ont profité de cette occasion pour demander au Gouvernement de revoir à la hausse le salaire de tous les travailleurs. En effet le pouvoir d'achat du travailleur est devenu dérisoire face à l'actuelle flambée du dollar par rapport au franc congolais.

LE SYECO

Le vendredi 7 avril le syeco (Syndicat des enseignants du Congo) tenu une Assemblée générale extraordinaire au siège de la Maison de la Laïcité de Kinshasa.

Trois points étaient inscrits à l'ordre du jour :

1. la perte du pouvoir d'achat des enseignants et fonctionnaires de l'éducation ;
2. la situation socio-professionnelle des enseignants à travers le pays ;
3. la situation politique et sécuritaire au pays.

Après échange, les enseignants ont fait le constat ci-après :

plusieurs d'entre eux sont non payés (NP) et sont identifiés comme nouvelles unités (NU) ; les salaires et les frais de fonctionnement versés par l'intermédiaire de Caritas sont chaque fois

payés en retard pour certaines provinces ; la situation politique et sécuritaire du pays demeure tendue ;

les politiciens se préoccupent du partage du pouvoir au détriment des intérêts des citoyens.

Face à ce tableau sombre, les enseignants exigent du Gouvernement :

la révision à la hausse de l'enveloppe salariale des enseignants et le paiement d'un salaire décent tenant compte du coût de la vie avant la fin des vacances de Pâques ;

la régularisation de la situation salariale des enseignants non payés et nouvelles unités ; l'interpellation des Banques qui martyrisent les fonctionnaires en les soumettant à des files d'attente interminables ;

la mise à disposition à temps des frais de fonctionnement qui transitent par Caritas.

ESPACE VITAL

Le jeudi 20 avril 2017, la Maison de la laïcité de Kinshasa a assisté à la cérémonie de la remise des machines à dix finalistes de Centre Bokolisi de Lemba.

Cette cérémonie a été organisée par "Espace Vital" et "Aire de Femme" avec l'appui de la Commune de Woluwe Saint-Lambert (Belgique) à l'occasion de la clôture du mois de la femme et dans le cadre de la mise en œuvre de leur projet d'autonomisation de la jeune "Fille d'aujourd'hui, femme de demain".

INAUGURATION DE L'ATHÉNÉE DE LA VICTOIRE

Vendredi 21 avril 2017, l'équipe de la MLK a assisté à l'inauguration de l'Athénée de la Victoire réhabilitée par Humanisme et Solidarité, asbl, avec l'appui de l'hac (Laïcité et humanisme en Afrique centrale).

La réhabilitation de l'Athénée de la Victoire décidée par Humanisme et Solidarité en 2013, répond à un besoin évident et a un objectif, celui d'offrir aux élèves du cycle secondaire des infrastructures dignes de ce nom afin de mieux assurer l'encadrement de la jeunesse scolarisée qui fréquente cet Institut.

En outre, il a été installé un nouvel équipement de production d'eau pure (Hydropur) à l'usage des élèves, du personnel enseignant et du personnel administratif. Des travaux importants d'assainissement portant sur le débouchage de toutes les canalisations d'eau pluviale ainsi que sur la vidange et l'entretien de la grande fosse septique ont été réalisés.

Aux bénéficiaires et personnels de l'Athénée de la

Victoire, c'est la fierté et la confiance qui renaissent de voir une école jadis célèbre mais longtemps abandonnée, revêtir une nouvelle robe. Cette réhabilitation a entraîné une courbe croissante des inscriptions par rapport aux années antérieures.

L'AFRIKULTURE

L'Afrikulture est une initiative des jeunes étudiants en médecine générale ayant pour but de contribuer au développement socioculturel des jeunes par le savoir-faire basé sur la prise de parole en public et la défense d'idées par des arguments culturels forts.

Le 16 mai 2017, l'Afrikulture a organisé une table ronde sur "la sexualité avant le mariage".

L'objectif de cette activité était de décrypter les aspects autour de la sexualité avant le mariage en vue de sensibiliser, éduquer et informer les populations.

VULGARISATION DES FICHES THÉMATIQUES

En date du 15 au 22 mai 2017 à l'Athénée de la Victoire, la Maison de la Laïcité de Kinshasa, par l'entremise de son Directeur et de son animatrice culturelle avec l'appui de l'eip (Ecole instrument de paix) a procédé à la vulgarisation de nouvelles fiches thématiques.

Les thèmes majeurs exploités sur ces outils pédagogiques ont porté sur le syndicalisme, la culture, la protection sociale et le VIH/SIDA.

L'équipe de la Maison de la Laïcité de Kinshasa a échangé avec près de 260 élèves, pratiquement le double de l'effectif de l'année passée et a procédé après échange, à la remise d'un exemplaire de fiche pédagogique à chaque élèves et aux enseignants.

AFRICULTURE

Le 20 mai 2017 s'est tenu à la MLK une table ronde organisée par Africulture, avec comme thème "Les crasses de mes jeunes mains".

Autour de cette table, trois objectifs sont fixés à l'ordre du jour :

- informer la population de l'importance de la journée mondiale contre le travail des enfants ;
- sensibiliser aux effets néfastes du travail des enfants ;
- conscientiser la population aux valeurs des droits des enfants.

Le groupe a pu expliquer les avantages et désavantages du travail des enfants.

L'Animation était concentrée sur le générique de l'Afrique et une projection vidéo définissant clairement ce qu'on entend par le travail des enfants.

CONCEPT/RDC

Du 08 au 09 juin 2017, la MLK a assisté à un atelier de renforcement de la collaboration entre Syndicats, ongs et Associations des parents. Cet atelier reposait sur quatre orientations stratégiques, à savoir :

1. promouvoir un système éducatif équitable au service de la croissance et de l'emploi ;
2. créer un système éducatif de qualité ;
3. instaurer une gouvernance transparente ;
4. concevoir un nouvel agenda éducatif 2030 qui trouve sa pleine expression dans l'objectif du développement durable (ODD4).

VISITE DE THOMAS ELCHARDUS

Le 19 juillet 2017, la MLK a reçu la visite de Thomas Elchardus de LHAC (Belgique). Il s'agit d'une visite de prospection visant de petits projets de réhabilitation d'une infrastructure scolaire et de petit matériel didactique.

Quelques propositions faites à ce sujet.

La MLK est disposée à recevoir des envois de matériel didactique (livres et ordinateurs) à partir de Bruxelles et de les entreposer en attendant la mise en place d'une Bibliothèque à l'Athénée de la Victoire.

Par rapport au projet **Elongo**, la MLK est très intéressée à accueillir les ateliers artistiques. Elle est convaincue de pouvoir toucher son public cible ainsi que de répondre à ses objectifs par les activités proposées.

VISITE DE TROIS STAGIAIRES BELGES

Du 24 juillet au 13 août 2017 la MLK a accueilli trois jeunes filles ambassadrices de la Belgique qui font partie de CHAnGE (Campaign on SexualHealth And Gender Equality).

L'objectif de leur visite était de procéder des échanges avec des personnes inspirantes et des organisations qui travaillent sur les thèmes tels que : l'égalité des sexes, la santé, les droits sexuels et de reproduction.

Pendant son séjour, l'équipe a effectué avec le personnel de la MLK, une visite guidée dans différents bureaux, la Bibliothèque et le Cyber Espace tenus par l'animatrice culturelle. En

outre, la MLK les a aidées à prendre contact et trouver toutes les organisations pouvant répondre à leur préoccupation.

Pour rendre leur séjour plus agréable, la MLK leur a fait visiter quelques sites touristiques tels que le fleuve Congo vu de Kinkole, le Lac de Ma Vallée, le Jardin zoologique, et le Bois des Bonobo....

LA FOIRE DU CONSOMMATEUR

Du 27 au 29 juillet 2017, l'association des consommateurs des produits vivriers (ascovi) a organisée à la MLK pour la première fois une foire dénommée "**Foire du consommateur de Kinshasa**".

Des expositions des ouvrages sur le développement et l'environnement d'une part et d'autre part des expositions des produits locaux à caractère alimentaire.

Cette expérience dans le commerce et l'économie congolaise a révélé ce qui suit du point de vue de la promotion du consommateur :

les consommateurs ont toujours besoin de connaître les fabricants de produits et leur utilisation ;
les producteurs veulent connaître le point de vue du consommateur pour améliorer la qualité et être toujours performant sur le marché.

La Foire du consommateur de Kinshasa va connaître une deuxième expérience dès le début de l'année prochaine au mois de janvier.

SESSION DE FORMATION DES ENSEIGNANTS À L'APPROCHE ACTIONNELLE ET À LA PÉDAGOGIE DE PROJET

Du 07 au 18 août 2017, il s'est tenu à la MLK et à l'Athénée de la Victoire, une session d'activités de conception et d'élaboration de fiches pédagogiques. Ces fiches actualiseront l'approche actionnelle (la pédagogie du projet) qui sera expérimentée à l'Athénée de la Victoire et à celui de Lemba.

Pilotées par LHAC, basée à Bruxelles, en collaboration avec H.S. basée en Kinshasa, et financées par WBI (Wallonie Bruxelles Internationale), ces activités portent sur "**la formation aux enjeux du développement durable d'enseignants et d'élèves kinois par le biais de la pédagogie actionnelle.**" Les disciplines choisies sont : le français, la géographie et l'histoire.

La première journée a connu l'intervention d'un expert en ODD (Objectifs du millénaire pour le développement) du Ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire, pour former les

participants au contenu des ODD, d'autant que ceux-ci fourniront de la matière pour la conception et l'élaboration des fiches pédagogiques à appliquer lors des pratiques de classe.

Les autres jours ont été consacrés aux rappels des connaissances en pédagogie de l'oral et en perspective actionnelle. Cette session de formation a été animée par les chercheurs en didactique de l'Université pédagogie nationale.

ÉCOLE INSTRUMENT DE PAIX

UNE ÉCOLE CONGOLAISE AU SERVICE DE LA PAIX, EST-CE UNE UTOPIE ?

Eméry Loimi¹

L'EIP (Ecole instrument de paix) est née au Congo en 1998, à l'initiative de LHAC (Laïcité et humanisme en Afrique central) et de HS (Humanisme et solidarité) deux ong belge et congolaise. L'implantation concrète a été l'œuvre du couple de formateurs Michel Bastien et Bernadette Jospin.

L'EIP organise régulièrement depuis 2004 des sessions de formation à la didactique des droits de l'homme avec le concours de ses partenaires déjà mentionnés. Les formateurs de l'EIP écumulent le pays avec un programme ambitieux : "L'Ecole congolaise au service de la paix, une utopie ?"

Sortie tout fraîchement d'une longue guerre, la République démocratique du Congo fournit un effort exceptionnel pour consolider la paix. C'est ainsi que le choix du thème précédent s'est imposé car rien de solide ne peut se faire sans tenir compte de l'enfant qui représente l'avenir du pays, un avenir que nous voulons exempt de guerre, un avenir de paix justement. L'EIP s'est lancé le défi d'infirmer l'adage traditionnel qui prétend que celui qui veut la paix prépare la guerre. A l'EIP nous disons : "Qui veut la paix prépare la paix". Ce nouvel adage est conforme à l'esprit du fondateur de l'Ecole instrument de paix mondiale, Jacques Muhlethaler selon qui il faut : "Désarmer l'esprit pour désarmer la main."

Les différentes formations organisées ont tourné autour des sous-thèmes suivants :

- école, éducation et clarification des valeurs ;
- boîte à outils du formateur en éducation aux Droits de l'homme et à la paix ;
- des droits l'homme à l'éducation aux droits de l'homme ;
- laïcité et éducation.

Toutes les formations visent à rendre les apprenants capables :

- d'avoir la connaissance de quelques instruments juridiques sur les droits de l'homme ;
- d'avoir une maîtrise des techniques d'appropriation de ces textes ;
- d'émettre une réflexion sur l'influence des DDH (Droits de l'homme) et de l'évolution de la pédagogie à appliquer ;
- d'émettre une réflexion sur l'organisation institutionnelle de l'Ecole confrontée à la problématique des Droits de l'enfant.

Tels sont les objectifs que l'EIP /Congo poursuit à travers les formations qu'elle organise à travers tout le pays depuis une vingtaine d'années (1998-2017). Ces formations se déroulent en deux étapes. La première est consacrée à la formation des enseignants aux Droits de l'homme et à la prévention des conflits ; la seconde, à l'appropriation des méthodes et techniques d'enseignement des Droits de l'homme, des instruments juridiques et à asseoir des bases d'une continuité de l'enseignement des Droits de l'homme pour un effet multiplicateur.

Depuis 2016, une autre dimension est venue s'ajouter à ces premiers objectifs, il s'agit de la formation à la gestion scolaire. Ce dernier objectif est défini par la Confemen 2007 (Conférence des ministres de l'Education des Etats et des Gouvernements de la Francophonie, créée en 1960) comme l'exercice de l'autorité politique, économique, administrative et pédagogique dans le cadre de la gouvernance d'une école. En d'autres termes, la gestion scolaire est un ensemble d'activités qui font le lien entre la sphère des politiques éducatives et celles des résultats obtenus, entre les ressources et les acquisitions scolaires.

La Confemen insiste beaucoup sur le fait que la gestion scolaire se situe à différents niveaux du système éducatif, depuis l'administration centrale

¹ Directeur d'administration universitaire, Président de « Ecole instrument de paix/ RDC ».



jusqu'à l'établissement scolaire, en passant par les échelons intermédiaires. Elle intègre l'ensemble des questions relatives au pilotage du système éducatif, à la gestion administrative et pédagogique ainsi qu'à son évaluation.

Ce nouveau thème de formation a mis les participants aux formations en alerte par l'introduction, l'explication et la réalisation du projet éducatif, projet pédagogique et projet d'établissement où il fallait répondre à la question : Quelle école ? Pour quel enfant ? Pour quelle société ?

Cette formation a été facilitée par un outil précieux de travail mis au point par le Ministère

congolais de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnelle, document, intitulé Recueil de directives et instructions officielles. Le contenu de cet outil a édifié plus d'un sur la conception de la gestion scolaire en République démocratique du Congo.

C'est donc en saisissant toutes ces opportunités que l'EIP/Congo vit et abat sur le terrain un travail qu'il appartiendra à l'avenir de qualifier.

Pour l'EIP

Eméry Loïmi

Président en exercice.

Fait à Kinshasa le 11 septembre 2017

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO DE CONGO LIBERTÉS

Lye Yoka Mudaba, écrivain, professeur émérite à l'Institut national des arts

Thomas Lelo di-Kinkela, directeur de la MLK

Ememery Loïmi, président de l'Ecole Instrument de Paix

Tumba Bob Matamba, économiste



LA MAISON DE LA LAÏCITÉ A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

Pour éviter de payer des loyers à fonds perdus et pérenniser son travail, la MLK doit acquérir la propriété d'un terrain et d'un immeuble lui permettant de développer librement ses diverses activités.

Les partenaires belges de la MLK ont ouvert un fonds qui doit permettre la réalisation de ce projet.

Il est fait appel à vos dons. Un montant de 100.000 euros minimum est nécessaire pour obtenir un prêt bancaire. Le coût estimé de l'opération s'élève à 300.000 euros.

"Laïcité et Humanisme en Afrique Centrale", Ong belge, est en charge de la récolte des dons.

Ils sont à verser sur
le **Compte LHAC :**
BE09 3631 6823 8557
Communication : fonds MLK

Une attestation fiscale annuelle est délivrée pour tout don à partir de 40 euros.

Nous sommes certains que vous aussi apporterez votre pierre à la construction de ce lieu emblématique de la laïcité dans ce pays soumis à une pression effrénée des religions. , soyez-en remercié/e.

Pour toutes informations concernant le suivi de l'opération, vous pouvez contacter nathalie. biefnot@laicite.net

PARTENAIRES CONGOLAIS

DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE KINSHASA

DROITS SOCIAUX ET DROITS ÉCONOMIQUES

Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire (CENADEP)

Contact : Hamuli Baudouin.
Courriel : cenadep@yahoo.fr ou info@cenadep.net
Site Web : <http://www.cenadep.net>

Réseau de Promotion de la Démocratie et des Droits économiques et Sociaux (PRODDÉS)

Contact : Danny Singoma.
Courriel : proddesrdc@yahoo.fr

Fédération des ONG laïques à vocation Economiques (FOLECO)

Contact : Ndumandele Muke Adalbert.
Courriel : foleco2005@yahoo.fr

Confédération Démocratique du Travail (C.D.T.)

Contact : Kalubye Tshikali
Courriel : cdtcongo@yahoo.fr

Union Nationale des Travailleurs du Congo (UNTC)

Contact : Ndongala Modeste
Courriel : modeste_ndongala@yahoo.fr

Conseil Syndical des Services Publics (COSSEP)

Contact : Kimbuya Jean-Pierre
Courriel : cossep_projet@yahoo.fr

DROITS DE LA FEMME ET DE L'ENFANT

Comité National Femme et Développement (CONAFED)

Contact : Nzuzi Jeanne
Courriel : conafed@ic.cd

Comité d'Appui au Travail Social de Rue (CATSR)

Contact : Antoine KETIKILA
Courriel : ketmbala@gmail.com
Site web : <http://parcequelarueexiste.skunetblogs.be>

International Day of the African Child and Youth (IDAY/RDC)

Contact : Katembwe Roger
Courriel : iday_rdc@yahoo.fr

Eldorado

Contact : EBAYA BRISON
Courriel : eldorado_ong@yahoo.fr
Site web : www.eldoradocongo.org

Fondation Pasa Muntu (FPM)

Contact : Tshimanga Albert
Courriel : albertshimanga@yahoo.fr

Union pour le Développement Familial (UDF)

Contact : Kibambe Christian
Courriel : ongudf@yahoo.fr

DROIT À LA SANTÉ

Solidarco/Congo

Contact : Anne-Marie Mambombe
Courriel : am_mambombe@yahoo.fr

Parlons sida aux communautaires (PASCO)

Contact : Lay Michel
Courriel : pascordc1@yahoo.fr

ENSEIGNEMENT / EDUCATION

Humanisme et Solidarité (H&S)

Contact : Kabongo Frédéric
Courriel : humasolfr@yahoo.fr

Union des Anciens Etudiants de l'Université Libre de Bruxelles (UAE/Congo)

Contact : Kabeya Kanyonga
Courriel : kkanyonga@hotmail.com

CULTURE

Association des Critiques Littéraires de Kinshasa (ACLK)

Contact : Lukusa Menda André
Courriel : lukusa.menda@cloud.com

Observatoire des Cultures Urbaines en RDC (OBSCUR)

Contact : Yoka Lye André
Courriel : obscur2010@yahoo.fr

Fédération Nationale des Théâtres (FENATH)

Contact : Nzey Van Musala

